

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Pour les retraites et les salaires, pour une véritable riposte ouvrière



- **L'histoire de Total**
- **Haiti : l'État des gangs**
- **Les métaux rares**
- **Le NPA**
- **Staline, de Léon Trotsky**

Au sommaire de ce numéro

Pour les retraites et les salaires, pour une véritable contre-offensive ouvrière	1
Total, fruit d'un accord entre la bourgeoisie française et son État, nourri au pillage des colonies	5
Haïti : l'État des gangs	10
Métaux rares, transition énergétique et capitalisme vert	17
Scission du NPA : les conséquences de l'opportunisme	23
La réédition du <i>Staline</i> de Léon Trotsky	28

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



À Boulogne-sur-Mer, le 19 janvier 2023.

Pour les retraites et les salaires, pour une véritable riposte ouvrière

La réforme annoncée le 10 janvier par la Première ministre, Élisabeth Borne, est particulièrement brutale, ce qui se retourne aujourd'hui contre Macron et son gouvernement. Ils sont parvenus à faire l'unité syndicale contre leur réforme. Et, alors qu'ils misaient sur une certaine résignation, ils ont suscité la colère dans le monde du travail.



À Tours.

Les grèves et les manifestations du jeudi 19 janvier ont été un succès. Il y aurait eu 1,12 million de manifestants selon la police (2 millions selon la CGT). Quelque 200 manifestations étaient organisées.

À Paris, malgré les difficultés de déplacement causées par la grève des transports, 80 000 (selon la police) à 400 000 personnes (selon la CGT) ont manifesté. C'est surtout dans les villes petites et moyennes que les chiffres sont frappants : 11 000 à 30 000 manifestants au Havre, 20 000 à Caen, 16 000 à Orléans, 14 000 à Perpignan, 13 000 à Dijon, 10 000 à Lorient et Saint-

Étienne, 7 000 à Saint-Brieuc et Valenciennes, 5 000 à Nevers, Beauvais ou Arras, 4 000 à Rochefort, Dieppe, Vesoul, Belfort, ou Chalon-sur Saône, 2 000 à Bar-le-Duc, Vesoul, Vichy, Arles, Douai ou Abbeville, etc. Des manifestations étaient organisées dans de petites villes : Morlaix, Agen, Mont-de-Marsan, Roanne, Quimperlé, Lannion... Dans de nombreuses villes, les cortèges étaient les plus fournis depuis 1995. Pour bien des travailleurs, c'était la première manifestation. De nombreux jeunes étaient présents

Dans les cortèges, on pouvait voir des travailleurs des hôpi-

taux, des chemins de fer, de la RATP, de l'Éducation nationale, des territoriaux, mais aussi de nombreuses entreprises privées, des grandes comme Stellantis, Sanofi, Toyota, Airbus, et beaucoup de petites sans syndicats et où les grèves sont rares. À La Rochelle, les travailleurs des chantiers navals (Dufour, Fontaine-Pajot) défilaient, comme ceux de la métallurgie (Alstom, Semat). Aux Chantiers navals de Saint-Nazaire, le cortège comptait des travailleurs d'entreprises sous-traitantes, qui souvent ne comptent même pas de syndicat. Au Havre, outre les nombreux travailleurs du port



et de la zone industrielle (Siemens, Chevron, Total, Safran, Renault...), le cortège comptait des salariés d'Auchan, où les grèves sont rares. À Abbeville, toute la verrerie Veresence était en grève, y compris des intérimaires; les 14 salariés d'une petite entreprise de nettoyage étaient également en grève. À Boulogne-sur-Mer, la moitié des ouvrières des entreprises de traitement du poisson étaient en grève. À Annonay, chez Iveco, la grève a vidé les ateliers. Dans plusieurs cortèges, des pompiers voire des policiers municipaux étaient présents. «*Métro, boulot, caveau: non merci!*», scandaient bien des manifestants.

Le gouvernement, qui expliquait ne pas «*se projeter dans l'idée d'une mobilisation massive*» (Olivier Véran), est donc parvenu à mobiliser largement contre lui, y compris des travailleurs qui participent rarement aux grèves et aux manifesta-

tions. Cette réforme s'ajoute à une série d'attaques récentes, dont l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat des familles populaires, ou encore la baisse de l'indemnisation du chômage. Comment accepter de voir les prix de l'alimentation ou de l'énergie exploser, alors que les salaires stagnent? Comment accepter de voir son niveau de vie baisser, alors que les bénéfices des grandes entreprises – 73 milliards d'euros au premier semestre 2022 pour le seul CAC40 – explosent? Dans de nombreuses entreprises, des luttes sont également en cours pour les salaires. À Chambéry, chez Ewellix (ex-SKF), qui compte environ 200 salariés, une partie des ouvriers, en grève, ont organisé une assemblée sur la question des salaires ce 19 janvier, avant de rejoindre la manifestation contre la réforme des retraites. Chez Caterpillar à Grenoble, la colère a éclaté dès

le 16 après l'annonce des augmentations proposées par le patron. Le contexte est celui d'un approfondissement de la crise, à laquelle s'ajoutent des menaces de guerre de plus en plus fortes.

En repoussant à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite, et en accélérant le passage à 43 annuités requises pour une pension à taux plein, le gouvernement attaque frontalement la condition ouvrière. Cette réforme choque d'autant plus dans le monde du travail que ce sont les catégories les plus exploitées qui sont les plus directement concernées: les auxiliaires de vie, les aides-soignantes, les ouvriers des usines et des abattoirs, les agents de sécurité, les travailleurs du bâtiment et des travaux publics, les chauffeurs-livreurs, autant de métiers pénibles, où on est souvent usé à 50 ans, ou licencié par son entreprise bien avant d'avoir atteint l'âge légal de la retraite.



À Guéret, dans la Creuse.

Nul ne connaît l'avenir des caisses de retraite, mais l'objectif annoncé, économiser 150 milliards d'euros en dix ans, est clair. Il s'agit, pour la bourgeoisie, que le moins d'argent possible aille aux retraites ouvrières, et que la plus grande part du budget de l'État puisse être réservée aux aides aux grandes entreprises et aux plus riches. La bourgeoisie rogne déjà sur ce que l'État consacre aux hôpitaux, à la santé, aux transports publics, à l'éducation, aux collectivités locales, etc. Les retraites sont un poste supplémentaire sur lequel elle veut rogner. Dans la continuité des gouvernements Sarkozy et Hollande, les gouvernements Macron ont supprimé depuis 2017 des dizaines de milliards de recettes fiscales, à la suite de mesures favorisant les plus hauts patrimoines (impôt sur la fortune) et les entreprises (impôts de production, etc.). De nouvelles subventions sont également venues les aider. Pendant la crise du Covid, l'État aurait déboursé 200 milliards d'euros. Chaque année, quelque 160 milliards seraient distribués aux entreprises sous forme de subventions, d'aides et d'exonérations diverses. Et puis, pourquoi

est-ce aux travailleurs en activité de payer pour les retraités ? Pourquoi n'est-ce pas à la bourgeoisie, qui tire ses fortunes de la main-d'œuvre des travailleurs ? Faire payer 15 milliards supplémentaires annuels par les salariés n'est pas une décision de bon sens (« on vit plus longtemps, on travaille plus longtemps »), mais un choix de classe.

ET MAINTENANT ?

La question qui se pose maintenant est comment la classe ouvrière peut faire échouer cette nouvelle attaque. Bien des travailleurs considèrent que la partie est difficile, car Macron a été réélu et dispose, avec le soutien des Républicains, d'une majorité à l'Assemblée. En réalité, tout dépendra du rapport des forces. Plusieurs autres gouvernements ont dû, par le passé, manger leur chapeau après avoir pourtant affirmé, comme le Premier ministre Juppé en 1995, être « *droit dans [ses] bottes* ». Plus récemment, en décembre 2019 et janvier 2020, les grèves à la SNCF et à la RATP et les nombreuses manifestations ont mis en échec une précédente réforme des retraites, à laquelle le gouverne-



ment a renoncé en prenant argument de la pandémie.

Pour l'emporter, il faut aux travailleurs non seulement de la détermination, mais aussi une stratégie, un plan de combat, avec des ripostes qui aillent crescendo. Le mouvement lancé le 19 janvier est encadré par les directions syndicales, y compris celle de la CFTD. Celle-ci a soutenu plus d'une réforme des retraites, et s'est encore récemment opposée frontalement à des grèves, comme celle des raffineurs à l'automne ou celle

des contrôleurs des trains en décembre. Mais les confédérations ont été méprisées par Macron et son gouvernement, qui a rejeté toutes leurs demandes, y compris les plus limitées. Les confédérations n'ont appelé à riposter que tardivement, mais elles devaient aussi démontrer qu'une attaque telle que cette contre-réforme des retraites doit obligatoirement être négociée avec elles et que le gouvernement a eu tort de vouloir passer outre. L'ampleur des manifestations le 19 janvier, à laquelle elles ne s'attendaient peut-être pas, vient les conforter. Leur intérêt est de montrer qu'elles sont des interlocuteurs indispensables, mais aussi qu'elles méritent ce rôle en montrant leur capacité à contrôler les réactions des travailleurs. C'est ce qu'elles ont fait en fixant une date pour une nouvelle journée de grève et de manifestation le 31 janvier, avant sans doute de fixer des dates ultérieures en fonction du calendrier parlementaire.

Jusqu'où les confédérations syndicales sont-elles prêtes à mener un mouvement contre le projet gouvernemental ? Il leur faut en tout cas obtenir de celui-ci quelques concessions, quelques inflexions au projet, qui leur permettent de justifier l'abandon des grèves et des manifestations à un certain moment. Ce moment peut évidemment être différent pour les uns et pour les autres, et l'unité syndicale réalisée pourrait donc être provisoire. Quoi qu'il en soit, les travailleurs ne peuvent pas leur donner de chèque en blanc et s'en remettre entièrement aux directions syndicales pour diriger une riposte qui les concerne tous. Il faut que, dans les entreprises et les secteurs en lutte, les travailleurs se donnent les moyens de décider de leur mouvement, il faut que se mettent en place des assemblées générales et des comités de grève démocratiquement élus.

de l'emporter, il faudra non seulement des manifestations massives, comme celles du 19 janvier, mais également des grèves frappant les capitalistes au portefeuille. Il faut que le mouvement s'étende, que la colère s'exprime suffisamment pour inquiéter le gouvernement et le patronat. La grève de quelques milliers de travailleurs des raffineries, en septembre et octobre derniers, avait suscité une haine féroce dans les milliers patronaux, pour lesquels les travailleurs n'ont pas le droit de mener la lutte de classe, seulement de la subir. Eh bien, si des secteurs importants de la classe ouvrière se lancent dans le mouvement, si celui-ci est suffisamment déterminé, c'est la bourgeoisie elle-même qui ira demander à son valet Macron de retirer sa réforme. Et face à une classe ouvrière renforcée, mobilisée et consciente, il deviendra possible d'imposer d'autres reculs au pouvoir politique et au patronat.

Pour avoir une chance réelle

20 janvier 2023



SERGE D'IGNAZIO



Benfita, Angola, 1956.

Total, fruit d'un accord entre la bourgeoisie française et son État, nourri au pillage des colonies

Ces derniers mois, Total a occupé le devant de la scène pour plusieurs raisons. D'abord, la hausse des prix des carburants, qui est le fruit d'une entente entre les grands pétroliers, dont Total fait partie. Ensuite, la ristourne sur le prix de l'essence, qui s'ajoutait, dans les stations-service du groupe, à celle de l'État français, et qui lui a permis d'affirmer que la France, base de sa puissance, est son marché protégé. Enfin, la grève des raffineries de l'automne dernier, qui a bloqué la distribution d'essence dans tout le pays. Ces trois événements ont rappelé l'omniprésence de Total en France, aussi bien à travers ses milliers de stations-service, réparties sur l'ensemble du territoire, que par ses raffineries.

LA GRÈVE DANS LES RAFFINERIES

Fin septembre 2022, les travailleurs de plusieurs raffineries en France, surtout celles de Total, se sont mis en grève pour les salaires. L'initiative en revenait à la Fédération de la Chimie CGT, qui espérait, à quelques mois du congrès confédéral, renforcer ainsi son image d'aile radicale de la CGT. La confédération a suivi, espérant que cette grève, qui aurait un écho en bloquant la distribution des carburants, lui permettrait d'apparaître comme la confédération la plus combative, peu avant des élections professionnelles importantes dans la fonction publique. Et cela, sans courir le risque d'être débordée, car c'est un secteur que la CGT contrôle bien.

Le mouvement n'a touché qu'une minorité des travailleurs des raffineries, mais il a eu des conséquences importantes, en obligeant de nombreuses stations-service à fermer et les automobilistes à faire la queue, parfois pendant des heures, pour faire le plein. La direction de Total a tenté de faire passer les grévistes pour des privilégiés. Le



Sur une plateforme pétrolière dans le delta du fleuve Niger (en 2010).

gouvernement et les médias ont prétendu qu'ils bloquaient l'entrée et la sortie des raffineries. C'était un mensonge grossier. Il n'y avait pas de blocage, mais une grève!

Malgré toute cette propagande patronale, et malgré les difficultés que la grève entraînait pour toute la population, elle a suscité un large sentiment de solidarité. Non seulement beaucoup de travailleurs se sont dit que les grévistes avaient raison de revendiquer des hausses de salaire et que Total avait de quoi

payer, mais ils se sont dit que cela valait aussi pour eux, et que tous les salaires devraient augmenter pour faire face à l'inflation. Cette grève, même si elle n'a touché qu'un nombre réduit de travailleurs, a beaucoup fait discuter dans les chaumières ouvrières.

Les profits faramineux du groupe, 17 milliards de dollars en neuf mois, ont été qualifiés de « superprofits » par la presse et de nombreux dirigeants politiques. En réalité, Total n'a toujours fait que des superprofits, car vendre du pétrole à un prix qui dépasse

de loin ce qu'il lui a coûté, c'est déjà un superprofit. Et Total peut le faire car il est en position de force, comme le sont toutes les entreprises géantes qui dominent le secteur pétrolier. Aux capitalistes à qui il fournit l'énergie nécessaire à la production, il impose des contrats aux tarifs élevés qui les obligent à lui céder une part de leurs bénéfices. Aux États des pays pauvres où il va chercher son pétrole et son gaz, il dicte ses exigences, obtient que des populations entières soient expropriées pour construire ses puits ou ses oléoducs et que ces mêmes populations soient mises en quasi-esclavage pour constituer une main-d'œuvre à son service.

Mais, pour que Total occupe cette place, il a fallu du temps et des efforts à l'appareil d'État français, qui y a mis d'énormes moyens financiers et humains. Car, depuis ses origines, Total vit en symbiose avec l'État. La constitution de cette major française a suivi une tout autre voie que celle des majors anglo-saxonnes, nées d'abord d'entreprises privées. Total est avant tout une création étatique, pas seulement parce qu'elle a été dirigée quasi exclusivement par des polytechniciens et des énarques, mais parce qu'elle est le fruit de la volonté de l'appareil

d'État français de constituer une entreprise pétrolière complètement intégrée, de la recherche de pétrole à la distribution d'essence en station-service. Total reste aussi le symbole et le principal acteur de ce qu'on a appelé la Françafrique, le système mis en place par la France pour garder le contrôle de son ancien empire colonial, par le renseignement, la corruption et les armes.

Tels sont les deux ingrédients essentiels de la recette réussie de Total: une forte volonté étatique et un empire colonial à exploiter.

FUSION DE TOTAL ET ELF

L'actuel groupe TotalEnergies est né en 2000 de la fusion des deux groupes pétroliers français: Total (ex-CFP, Compagnie française des pétroles) et Elf Aquitaine. La fusion eut lieu après bien des rebondissements. L'État, principal actionnaire des deux groupes, commença à revendre ses actions dans les années 1980, lors des premières vagues de privatisations massives. En 1994, l'État s'était complètement retiré du capital des deux groupes, mais conservait un droit de regard sur les fusions futures.

Elf, qui était alors de loin le plus gros morceau, aurait dû racheter Total, mais le projet a

échoué, à cause de difficultés financières entraînées par l'affaire Elf. Cette affaire révélait l'existence de détournements de fonds, au profit aussi bien de dirigeants africains que de ceux d'Elf et d'hommes politiques français de tous bords. De manière remarquable, seule une petite équipe, autour du PDG d'Elf de l'époque, fut jugée, et condamnée à des peines légères. Finalement, quelques années plus tard, c'est Total qui a racheté Elf, ce qui fait que nous avons TotalEnergies et non ElfEnergies.

À l'origine du Total d'aujourd'hui, il y a donc une volonté très claire de l'État de créer un grand trust du pétrole, capable de jouer dans la cour des grands. La bourgeoisie française n'avait pas été capable, par elle-même, de créer d'entreprise pétrolière, là où par exemple aux États-Unis on en comptait des dizaines. Elle était en retard. C'est donc l'État qui dut se substituer à la bourgeoisie pour mettre en place un trust du pétrole français. Il avait ses motivations: premièrement, se rendre indépendant du pétrole américain. Deuxièmement, après la Deuxième Guerre mondiale, le pétrole a joué un rôle essentiel dans la lutte de l'État français pour maintenir sous son influence ses anciennes colonies d'Afrique.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la construction de ce trust a été un long chemin de croix. Il a fallu que l'État s'y reprenne à plusieurs fois pour y parvenir.

Premier essai: la branche Total, l'ancienne CFP. Il s'agit d'un conglomérat détenu à 35% par l'État, fondé sur une prise de

CHST-ULG/BENELUXPIX/MAXPPP



Arrivée de la plateforme pétrolière Île-de-France à Dakar, au Sénégal, avant l'exploitation d'un gisement par la Compagnie française des pétroles, en 1966.



Mitterrand, décorant, avant qu'il soit condamné, Le Floch-Prigent, qu'il avait nommé PDG d'Elf.

guerre. La France, sortie de la Première Guerre mondiale dans le camp des vainqueurs, a revendiqué la part de la Deutsche Bank dans un consortium visant à exploiter le pétrole irakien. La CFP fut fondée dans ce but par un polytechnicien, Ernest Mercier, et dirigée presque exclusivement par des polytechniciens passés par le corps des Mines, un des grands corps de hauts fonctionnaires français. L'essentiel de l'activité de la CFP a été de vivre sur la rente du pétrole irakien, à l'intérieur du consortium dominé par les majors anglo-saxonnes, mais pas de développer une exploitation pétrolière indépendante.

ELF, MINISTÈRE FRANÇAIS DU PÉTROLE EN AFRIQUE

Deuxième essai : Elf Aquitaine, et là c'est une autre histoire. Elf, c'est le ministère français du pétrole en Afrique. Elle est fondée par le père des services secrets, Pierre Guillaumat, fidèle de De Gaulle et cadre dirigeant de l'État pendant vingt ans après la Deuxième Guerre mondiale. Il dirige les activités de recherche de pétrole à partir de 1945, devient ministre de la Défense en 1958 et justifie et assume politiquement les méthodes de torture en Algérie.

Entre-temps, il a dirigé le CEA, supervisé la mise au point de la bombe atomique française, et dirigé EDF vers la voie du nucléaire. C'est tout naturellement qu'il devient président d'Elf à sa création en 1967.

Il amena avec lui de nombreux compagnons des services secrets, qui formèrent la colonne vertébrale d'Elf pendant trente ans et y apportèrent un certain nombre de méthodes dignes des films de James Bond. Pour une raison simple : pour bâtir Elf, il fallait trouver le pétrole qui dormait sous les anciennes colonies, et donc utiliser tous les moyens dont disposait l'État français, renseignements, corruption, manipulation, voire interventions militaires, à grand renfort de barbouzes. En retour, Elf devenait une deuxième agence de renseignement extérieur en Afrique, collaborant étroitement avec les services secrets. Par exemple, Maurice Robert, dirigeant des services secrets pour toute l'Afrique, fut licencié de ce poste en 1973, pour se retrouver aussitôt en poste à Elf, avant de devenir quelques années plus tard ambassadeur de France au Gabon¹.

Le devenir d'Elf est fondamentalement lié à celui de l'ancien empire colonial français. Après de longues années de recherches infructueuses, les

fonctionnaires français finirent par trouver du pétrole au Sahara algérien, dans le milieu des années 1950, en pleine guerre d'Algérie. C'est cette découverte qui lança la création du futur Elf. Mais l'État algérien ayant, après son indépendance, réussi dans une certaine mesure à remettre la main sur ce pétrole, il fallait aller en chercher ailleurs. C'est dans le golfe de Guinée, au large des côtes, que s'est concentrée pendant trente ans la manne d'Elf, avec la mise en place d'un système qu'on a appelé la Françafrique. Comme le disait avec cynisme le PDG d'Elf de 1989 à 1993, Loïk Le Floch-Prigent : « *Elf a été créé pour maintenir l'Afrique et les rois nègres dans l'orbite française par le biais du pétrole. Avec les Algériens, ça a capoté. Avec les rois nègres, ça se poursuit.* »²

Le baptême d'Elf a été la mise en place au Gabon de chefs d'État dévoués à l'État français, comme Omar Bongo, passé par l'armée de l'air et les services secrets français. Le groupe est ensuite intervenu directement dans les affaires du Nigeria, du Congo-Brazzaville et de l'Angola. Elf y a déployé un certain nombre d'hommes d'État, polytechniciens, énarques ou agents des services secrets, pour « conseiller » les dirigeants de ces pays. Il a engagé des barbouzes pour protéger certains dirigeants, ou pour fomenter de véritables guerres. Il a dépensé à l'époque entre 300 et 800 millions de francs par an pour corrompre tous les intermédiaires nécessaires. On peut trouver la liste de ces pots-de-vin au Trésor public, où ils ont été ré-

WIKI.TOTALENERGIES.COM



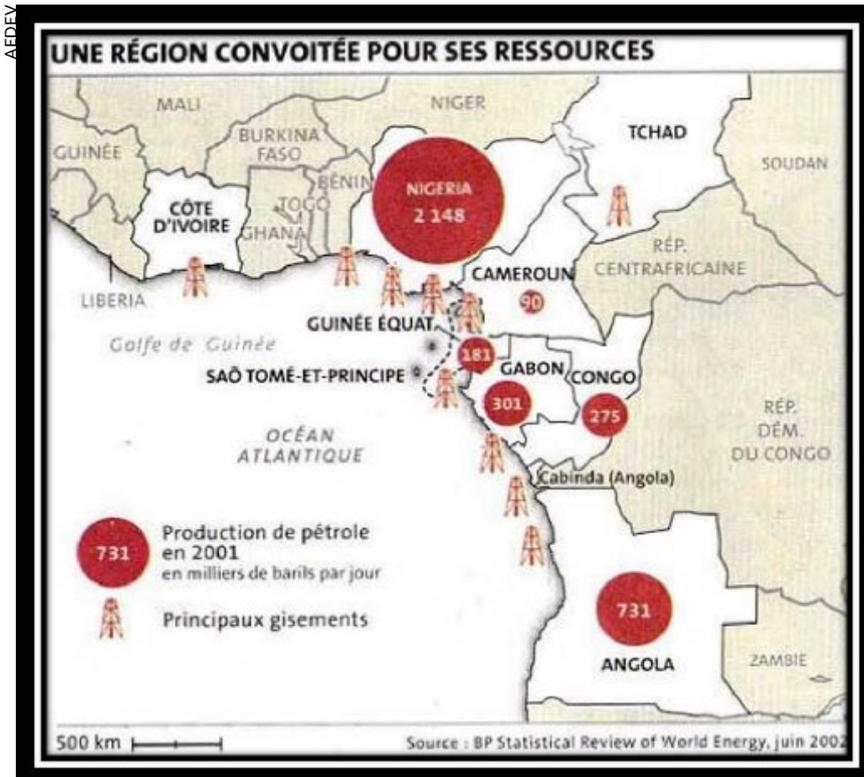
De Gaulle devant la maquette du site industriel du gaz de Lacq, accompagné de Guillaumat (deuxième en partant de la gauche), en 1959.



Sarkozy, fraîchement élu président, en juillet 2007, avec le président gabonais Omar Bongo, à Libreville.

1 D'après le documentaire de Jean-Michel Meurice et Fabrizio Calvi *Elf: une Afrique sous influence*, 2000.

2 Cité par Nicolas Lambert dans *Elf, la pompe Afrique*, 2014.



Le golfe de Guinée.

gulièrement enregistrés pendant plus de trente ans, jusqu'à leur interdiction en 2000. D'après Le Floch-Prigent, Total continue nécessairement cette pratique des pots-de-vin, mais sous d'autres formes: on ne donne plus directement l'argent à l'intermédiaire qu'on corrompt, on crée des sociétés écrans pour ça³.

L'ambition de De Gaulle était de créer une entreprise pétrolière autonome, prenant en charge toute la chaîne de production du pétrole, des recherches de gisements à la station-service. Elf a été cela, mais aussi une formidable agence de renseignements et un pilier de la politique de la Françafrique. Comme le dit encore Le Floch-Prigent: «*Elf n'est pas seulement une société pétrolière, c'est une diplomatie parallèle destinée à garder le contrôle sur un certain nombre d'États africains.*»⁴

LUTTES ENTRE IMPÉRIALISMES RIVAUX

Elf a aussi été le bras armé, en Afrique, de l'impérialisme français dans sa lutte contre les

impérialismes rivaux, notamment britannique et américain.

Et quand au Nigeria, dans les années 1967 à 1970, l'impérialisme français a tenté de prendre pied dans une chasse gardée du Royaume-Uni, sans y réussir, cela s'est soldé par une guerre civile qui fit deux millions de morts au sud du pays, dans la région du Biafra.

LA GUERRE DU BIAFRA

Le Biafra est une région du sud-est du Nigeria où se trouve l'essentiel du pétrole nigérian. Dans ce pays qui faisait partie de la zone d'influence de la Grande-Bretagne, la France soutint la sécession de cette région lors d'une guerre de trois ans (1967-1970) qui fit deux millions de morts. C'était l'occasion pour Elf d'élargir son champ d'action hors des anciennes colonies françaises. L'argent et les navires d'Elf permirent à la France d'acheminer armes et mercenaires dans la région, en étroite collaboration avec les services secrets. Robert Maloubier, ancien espion français qui fut un des agents de

l'arrivée au pouvoir d'Omar Bongo au Gabon, était en poste chez Shell au Nigeria quand éclata la guerre. Il devint ensuite directeur d'Elf Nigeria.

Ce conflit fut le premier à être couvert massivement par le photoreportage, mettant l'accent sur l'intervention des médecins français (qui fondèrent Médecins sans frontières dans la foulée). C'était une politique délibérée de l'État français, qui choisit de qualifier le conflit de «*génocide*» pour faire basculer l'opinion publique française du côté des rebelles biafrais.

LA GUERRE CIVILE DU CONGO-BRAZZAVILLE

Plus tard, dans les années 1990, au Congo-Brazzaville, la lutte entre les impérialismes français et américain déboucha sur une guerre civile meurtrière.

De 1992 à 1997, le dictateur à la tête de l'État du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, a été remplacé par un de ses opposants, Patrice Lissouba. Les milices des deux partis se sont affrontées pendant ces cinq ans, faisant 400 000 morts. Elf a soutenu financièrement les deux camps, mais son cœur allait plus à Sassou-Nguesso, d'autant plus que Lissouba au pouvoir avait commencé à signer des contrats avec les Américains. Elf soutint d'abord un coup d'État, qui échoua, puis s'appuya sur l'armée angolaise, qui permit à Sassou Nguesso de reprendre le pouvoir en 1997. Il y est encore aujourd'hui, vingt-cinq ans après... Total aussi.

Le conflit a révélé au passage certaines pratiques d'Elf en Afrique: Elf pillait ouvertement



Sassou-Nguesso reçu par Macron, le 11 novembre 2021, lors du Forum de Paris sur la paix.

³ D'après son interview dans l'émission *Capital* «*Les milliards d'Elf*», 2001.

⁴ Cité par Nicolas Lambert dans *Elf, la pompe Afrique*, 2014.

le pétrole au large des côtes, sans rendre de comptes sur les quantités prélevées, et en mentant sur la qualité du pétrole. Elf payait des impôts ridicules à l'État congolais, autour de quelques milliers de francs certains mois. Mais les dirigeants y trouvaient leur compte, car Elf leur versait un « abonnement », c'est-à-dire un pourcentage sur chaque baril produit.

Mais ces luttes contre l'impérialisme américain étaient des combats d'arrière-garde, pour protéger un pré carré que les USA avaient bien voulu laisser à la France pour y jouer les gendarmes et aussi pour y contrer l'influence soviétique en Afrique, mais dont ils voulaient aussi récupérer certains morceaux. L'impérialisme français subit revers sur revers, au Rwanda puis au Zaïre (aujourd'hui RDC). Hormis quelques groupes d'importance, comme Elf, Bouygues ou Bolloré, un grand nombre de capitalistes français implantés dans les anciennes Afrique-Occidentale française et Afrique-Équatoriale française ne survécurent pas aux années 1990.

Ces luttes entre impérialistes se poursuivent avec le Total d'aujourd'hui, comme l'a illustré le conflit autour du pétrole iranien en 2018 : les USA imposent un embargo en Iran ; Total profite de l'opportunité et signe un gros contrat avec l'Iran ; les USA disent à Total que, s'il continue à vouloir exploiter le pétrole iranien, il n'aura plus le droit de réaliser

ses transactions en dollars (90 % de ses transactions) ; Total cède. Dans le même ordre d'idées, en 2014, feu le PDG Christophe de Margerie protestait contre les sanctions américaines imposées à la Russie après l'annexion de la Crimée. Total venait d'investir dans un gigantesque champ gazier au nord du pays. Cette année, son successeur, Patrick Pouyanné, a déclaré que le gaz russe, c'était fini pour lui⁵...

L'HEURE DES GRANDS REGROUPEMENTS

Dernier point important : Elf est aussi un produit de la crise pétrolière. Les grands trusts pétroliers faisaient payer par avance aux populations les investissements qu'ils allaient devoir réaliser pour trouver de nouveaux gisements, plus coûteux à exploiter. Le choc pétrolier a agi comme un accélérateur, et poussé l'État à faire changer Elf d'échelle. Quelques années après, en 1976, Elf a fusionné avec l'entreprise privée Antar, pour former le groupe Elf Aquitaine.

Dans les années 1990, la chute du prix du baril de pétrole entraîna une série de fusions entre trusts. C'était l'heure des grands regroupements : BP racheta Amoco en 1998 puis Arco en 2000, Exxon fusionna avec Mobil en 1999, Chevron acheta Texaco en 2001. La fusion d'Elf et Total fut réalisée en 2000.

Aujourd'hui, TotalEnergies est la première entreprise du CAC 40, avec un chiffre d'affaires de 182 milliards d'euros en 2021. C'est la sixième entreprise pétrolière au monde. C'est un monstre implanté sur tous les continents et dont la puissance sociale est considérable.

TOTAL RESTE LE MINISTÈRE DU PÉTROLE

L'époque d'Elf et de la France africaine est révolue. Plus exactement, les conditions ont changé : l'impérialisme français a perdu beaucoup de son influence dans ses anciennes colonies et doit composer avec de nouveaux venus. De nouveaux gisements ont été découverts, de nouvelles techniques d'extraction aussi. Mais Total reste le ministre du pétrole car, même privé, il reste intimement lié à l'appareil d'État français.

Voici ce qu'en disait Patrick Pouyanné, son PDG actuel, en 2016 : « *Notre nationalité existe. Nous sommes la seule major non anglo-saxonne. La France est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Et notre activité de gaz et de pétrole est vue par les pays producteurs comme un domaine de souveraineté. Total participe aux relations qu'entretient la France avec ces pays tout en bénéficiant de celles-ci.* »⁶ Poutine lui-même, fin connaisseur, à la façon russe, des relations entre État et entreprises privées, le reconnaissait en 2014 : « *Même si Total est une société privée, c'est la plus grande entreprise française, et elle représente d'une certaine manière le pays lui-même.* »⁷ Et, pour ne pas laisser le dernier mot à ce fin connaisseur, l'entrelacs continu des intérêts de la bourgeoisie française avec ceux de l'État français, depuis ses origines, illustre parfaitement ce qu'est l'impérialisme : la symbiose permanente, contre vents et marées, entre la bourgeoisie et son État.

15 janvier 2023



Un module de la nouvelle usine de gaz naturel liquéfié dont Total est partie prenante dans l'Arctique russe, en route depuis la Chine jusqu'à Mourmansk, début février 2022.

5 Audition par le Sénat, 13 juillet 2022.

6 Cité par *Challenges*, 7 avril 2016.

7 Cité dans le reportage de Jean-Robert Viallet pour Arte : *Le Système Total, anatomie d'une multinationale de l'énergie*, 2022.



Haiti: l'État des gangs

Nous publions ci-dessous un texte de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), militant en Haïti.

Au début du mois de décembre dernier, aux États-Unis, la congressiste démocrate d'origine haïtienne Sheila Cherfilus-McCormick, membre de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, avait plaidé auprès du gouvernement américain pour l'envoi d'une force armée multinationale en Haïti à partir du 10 janvier 2022 en vue d'aider la police à démanteler les gangs. Pour l'instant, il n'en est rien. Les États-Unis, le Canada et les Nations unies procèdent plutôt à des sanctions internationales visant des politiciens et des hommes d'affaires pour financement de gangs, trafics de drogue, etc. Environ une quinzaine sont déjà épinglés, tous honnis par la population pauvre plutôt préoccupée par la dégradation brutale de ses conditions de vie.

En Haïti, l'inflation chronique a atteint un record de 47,2% au mois d'octobre 2022, et 53,1% en glissement annuel pour les produits alimentaires. Les classes possédantes livrent une sale guerre économique aux classes laborieuses qui s'appauvrissent de plus en raison de l'envolée des prix, du renchérissement du coût de la vie et de la chute brutale du pouvoir d'achat.

Entre-temps, les bandes armées continuent de pousser sur ce terreau d'inégalités criantes et de misère, tout en renforçant leur dictature sur les classes pauvres et leur contrôle sur le pays. Depuis bientôt six ans, aucune élection n'a eu lieu et les gangs remplissent de plus en plus le vide étatique.

L'article, écrit en octobre dernier, revient sur la situation dans le pays.

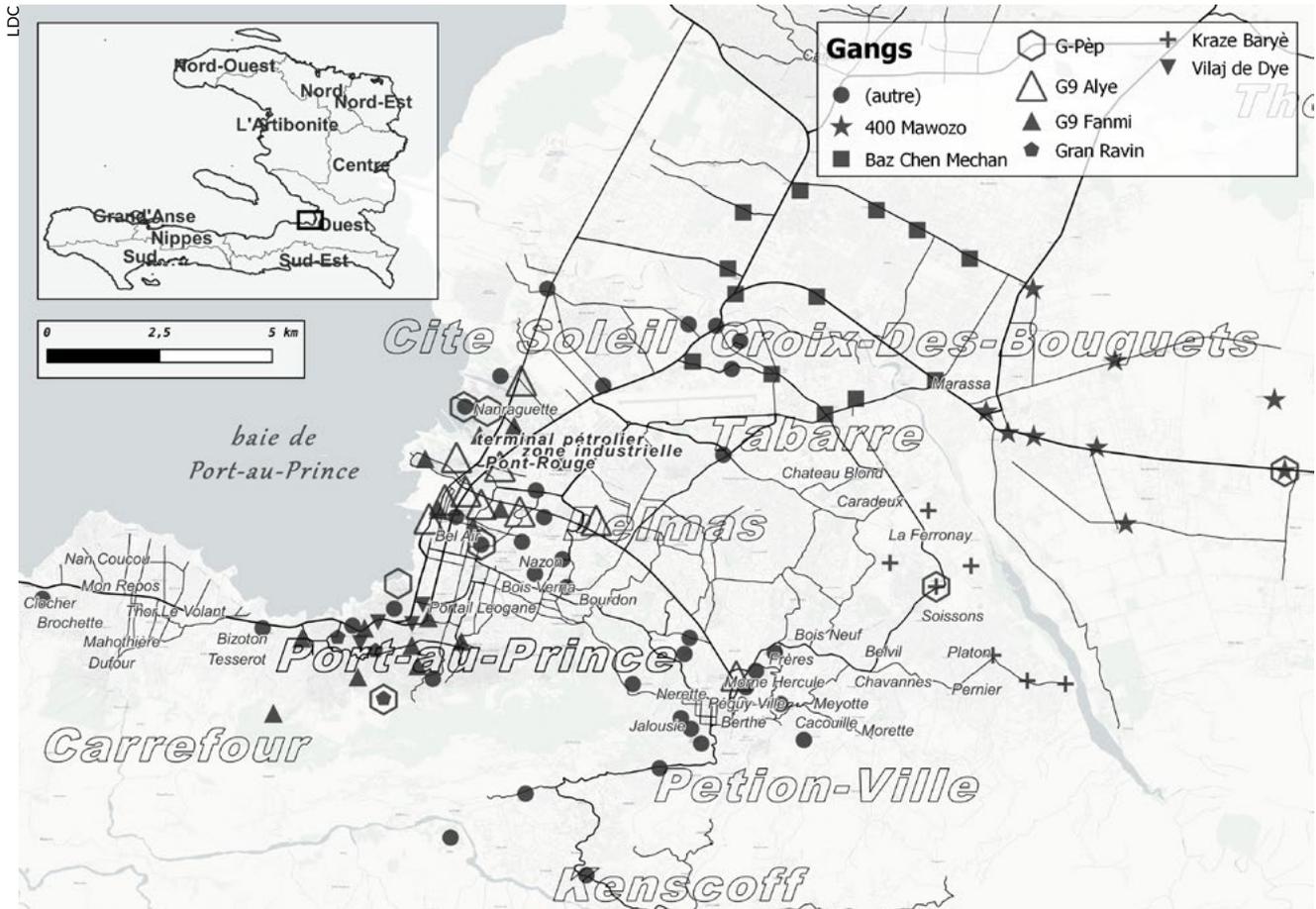
14 janvier 2023

ODELYN JOSEPH/AP PHOTO



Devant une barricade en feu à Port-au-Prince, 18 novembre 2022.

Alors que les élucubrations au sein de la diplomatie internationale autour de l'envoi d'une force d'intervention militaire en Haïti se poursuivent, les bandes armées, de leur côté, proliférant à travers le pays, intensifient la terreur dans les quartiers par des fusillades, des enlèvements collectifs contre rançon, des pillages et incendies de maisons, tout en se transformant depuis quelque temps en une sorte d'État embryonnaire à la faveur de la déconfiture progressive de l'État officiel, à commencer par l'appareil d'État central. Ces gangs criminels, concentrés principalement dans le département de l'Ouest (celui de la capitale), défendent leurs territoires



La capitale Port-au-Prince sous la coupe des gangs (situation fin juillet 2022). Source : Makyavel Studios.

et cherchent constamment à les étendre. Pris en otage, des milliers d'habitants de quartiers populaires de l'aire métropolitaine prennent la poudre d'escampette ou sont transformés en boucliers humains lors des affrontements lorsqu'ils n'ont nulle part où aller. La capitale, Port-au-Prince, est désormais ceinturée par les gangs qui en contrôlent les principales entrées et sorties, coupant ainsi la connexion entre le département de l'Ouest et les autres départements du pays. Pendant les mois de septembre et d'octobre, ce fut la paralysie quasi totale du pays avec le blocage du principal terminal pétrolier. Ce blocage, assuré par G9 de Jimmy Chérisier, le gang le plus médiatisé, s'est greffé sur un mouvement de contestation baptisé lock.

Disposant d'une véritable machine répressive avec des armes lourdes, ces bandits armés poussent comme des champignons sur le terreau de la mi-

sère et du chômage massif, et mettent très souvent en déroute les forces de l'ordre, dont les membres sont fréquemment abattus. Ils ont recours à des dispositifs variés pour ramasser de l'argent en rançonnant l'État, la population, les entreprises, etc. Les sommes colossales collectées servent notamment à s'approvisionner en armes de plus en plus sophistiquées et en munitions dans un pays où l'importation des armes lourdes est interdite – cela fait plusieurs années déjà – par des puissances occidentales comme les États-Unis et le Canada. En Haïti, désormais, c'est le temps de la dictature des gangs dont le « déchouquage » ne dépend que des masses en colère et en ébullition.

«L'État est fondamentalement une bande d'hommes armés». L'Haïti d'aujourd'hui illustre parfaitement cette idée d'Engels qui date pourtant du 19^e siècle. Mis à part que, à la bande of-

ficielle d'hommes armés, en uniforme, portant ici l'étiquette « Police nationale d'Haïti », s'ajoutent de nombreuses autres bandes sans uniforme dénommées G9, G-Pèp, 400 mawozo, 5 segonn, Baz chen mechan, Gran grif, etc. Elles ont toutes en commun la caractéristique de sévir contre les classes pauvres, de les réprimer avec la dernière rigueur, de leur enlever jusqu'à la liberté de revendiquer à voix haute, même si elles crèvent de faim ou de maladie. Avec ou sans uniforme, les bandes ont toutes en commun de devoir leur existence matérielle à l'argent prélevé sur la population, officiellement via les taxes, officieusement par les rançons de toutes sortes. Elles ont également toutes en commun de fonctionner avec des membres issus des classes pauvres, qui vivent dans les quartiers populaires, c'est-à-dire accessibles aux habitants de ces quartiers quand ils feront exploser leur colère. Le Premier ministre actuel, Ariel



RALPH TEDY EROL/REUTERS

Habitants déplacés par la violence des gangs dans le quartier de Cité Soleil le 19 novembre 2022.

Henry, otage de l'ensemble de ces gangs, a déclaré récemment que son principal problème, ce ne sont pas les gangs des quartiers mais plutôt ceux qui sévissent dans la police, une institution corrompue jusqu'à l'os, dont beaucoup de membres sont en connexion avec les chefs des gangs qui leur versent régulièrement des miettes du butin en contrepartie de services rendus. Une preuve que les chiens de garde des riches, en uniforme, et les gangs des quartiers sont copains comme cochons.

Si auparavant les bandes armées ne formaient que des groupuscules isolés, chacune à la solde d'un homme d'affaires, d'une personnalité politique ou d'un membre influent de l'appareil étatique, elles sont petit à petit devenues des entités de plus en plus organisées, si bien qu'elles se substituent à l'État central, s'arrogeant une à une ses caractéristiques et ses fonctions. En effet, les bandes armées contrôlent chacune à présent un espace géographique sur lequel l'État central n'a plus aucune emprise. Nul besoin de préciser que la population dudit espace ne subit que la loi des hors-la-loi, toute force policière ou judiciaire étant préalablement chassée ou neutralisée. Disposant d'armes de tous calibres et de

munitions à volonté, les bandes armées exercent leur force de coercition sur l'espace ainsi usurpé. Voilà alors ces groupes revêtus de certaines caractéristiques d'un État : territoire, population, force répressive et machine à rançonner la population, à collecter de l'argent sous des formes diverses. Comment ne pas y ajouter la reconnaissance internationale, au vu de la grande considération dont ils jouissent auprès de tant de diplomates étrangers, à en juger par le langage utilisé à l'égard des gangs par la secrétaire du Bureau intégré des Nations unies en Haïti, Madame Helen R. M. La Lime elle-même, qui a reconnu et salué l'initiative de la fédération G9 ? Dans un rapport du 25 septembre 2020, elle a déclaré : « *Les homicides volontaires signalés à la police ont diminué de 12 % entre le 1^{er} juin et le 31 août, et ont fait 328 victimes (dont 24 femmes et 9 enfants) contre 373 (dont 9 femmes et 12 enfants) au cours des trois mois précédents. Tout comme dans les périodes précédentes, 74 % de ces cas ont été enregistrés dans le département de l'Ouest, où vit environ 35 % de la population et où la violence en bande organisée est plus répandue. Un examen plus attentif des statistiques révèle cependant une flambée subite en juin (171 homicides volontaires*

signalés contre 132 en mai) qui coïncide avec la formation de l'alliance du G9 et correspond aux raids les plus meurtriers menés sur le quartier de Pont-Rouge et la commune de la Cité Soleil à Port-au-Prince. Après quoi, on constate un déclin marqué de ces incidents après le mois de juillet (77 homicides signalés), une fois les alliances reconfigurées. »

Ainsi organisé et assuré, l'État dictatorial des gangs marque sa présence, fauchant une à une les fonctions et prérogatives jadis exclusives à un État.

PERCEPTION DE TAXES OU RANÇONNEMENT

Ces gangs armés procèdent dans leur aire de fonctionnement respective à la perception de taxes, fonction arrachée sans aucun partage à l'État. Propriétaires de grandes et moyennes entreprises, travailleurs autonomes, commerçants et détaillants, etc., tous participent – sous peine de perturbation de leurs activités, ou pire, d'exécution sommaire – à la collecte flagrante et périodique du gang qui sévit dans leur région. Dans certains cas, ces caïds émargent aux budgets des grandes entreprises, tant leur protection se révèle indispensable à la conti-

nuité de leurs activités. Les directions des compagnies de téléphonie mobile (la Natcom et la Digicel) en savent long. Elles sont obligées de verser un tribut aux chefs de gangs de certaines zones pour assurer la protection de leurs antennes-relais. Forts de leur totale domination, ces gangs n'hésitent pas à imposer cette condition même aux institutions publiques, à l'image des services de douanes (celui de Port-au-Prince, à titre d'illustration, est contrôlé par le groupe G9) qui, très souvent, doivent payer le droit de passage de leurs containers de marchandises. Un ex-député, Profane Victor, membre du parti Bouclier, allié du PHTK au pouvoir, a proféré des menaces de mort envers des agents douaniers pour que ces derniers lui livrent ses conteneurs suspects sans vérification. Il a déclaré qu'il allait faire appel au gang G9 pour venir retirer lesdits conteneurs.

LES BANDITS FINANCÉS PAR LE TRÉSOR PUBLIC

Certains gangs sont financés par le Trésor public. Nul ne peut prétendre l'ignorer : cette pratique – qui ne date pas d'aujourd'hui – s'est systématisée avec les ex-présidents Michel Martelly et Jovenel Moïse. C'est le cas de G9, par exemple : en parrainant la constitution de cette fédération de gangs, Jovenel Moïse voulait mater un mouvement de contestation qui le visait en 2018. Le porte-parole de G9, Jimmy Chérisier, alias Barbecue, n'a jamais caché sa profonde tristesse en évoquant l'assassinat de l'ex-chef d'État qu'il dit considérer comme un père.

Quand le principal pourvoyeur de fonds, l'État, refuse d'accéder gracieusement à une requête de financement, les gangs disposent de toutes sortes de moyens de pression pour lui soutirer de l'argent, allant de la saisie de véhicules de service pu-



Sur un mur du parc industriel, une banderole datant des grèves et manifestations du début de l'année 2022 : « Les ouvriers et ouvrières exigent 1500 gourdes comme salaire minimum et de bonnes conditions de travail. Non à l'insécurité !!! » (septembre 2022).

blic au blocage d'axes routiers. Ces moyens de pression sont également utilisés à d'autres fins, comme pour réclamer la tête d'un haut fonctionnaire public qui ne leur convient pas. Le gang G9, par exemple, a obtenu au quart de tour le limogeage de plusieurs ministres de l'ancien président Jovenel Moïse.

MAINMISE SUR LES PRINCIPAUX AXES ROUTIERS

Aujourd'hui, la République d'Haïti n'est plus « une et indivisible » comme le clamaient certains politiciens, elle est hachée de part en part par le blocage des principales routes nationales contrôlées par les gangs armés. Ces derniers ne se satisfont plus des attaques isolées et petits rapt ponctuels qui les caractérisaient jadis. À présent, ils réglementent en totalité les grands axes routiers tombés sous leur coupe. Ils en déterminent les heures d'accès, assurent parfois le service de circulation, installent leurs propres postes de péage en des points stratégiques, s'offrant ainsi une juteuse rentrée de fonds. Cela ne constitue pas d'ailleurs leur seule source de

revenus.

Par ailleurs, des policiers, roulant en chars blindés, mobilisés pour contrer les bandes armées, font concurrence aux gangs en offrant leurs services de transport à des tarifs astronomiques dans des zones rouges comme à Canaan, grand bidonville situé à l'entrée Nord de Port-au-Prince, permettant ainsi la traversée des points dangereux.

ZONE INDUSTRIELLE DÉSERTÉ

Face à un État en déliquescence et grisés par leurs succès, les bandits se lancent alors dans une démarche d'extension, d'où leurs guerres récurrentes pour s'arracher des parcelles de territoire. Plus large est la zone contrôlée, plus nombreuses se comptent les institutions rattachées. Lors du dernier affrontement opposant G9 et G-Pèp on a compté plus d'une centaine de morts parmi les habitants de Cité Soleil, le plus grand bidonville de la capitale, à proximité de la zone industrielle, où résident la plupart des travailleurs.

Ces affrontements ont fini par tuer à petit feu la zone industrielle de Port-au-Prince, assiégée de toutes parts par ces

groupes armés qui tabassent constamment les travailleurs, les dépouillent après la paie et violent des ouvrières. Des entreprises sont allées jusqu'à renvoyer les ouvriers en raison des problèmes d'insécurité et de la rareté du carburant. Le gang G9 ayant bloqué les accès routiers à la douane de Port-au-Prince, les patrons de la sous-traitance n'arrivent pas à dédouaner leurs containers de matières premières en provenance des USA ni à y envoyer ceux des commandes exécutées. La masse des chômeurs, déjà énorme, grossit.

ASSISTANCE SOCIALE DÉGUISÉE

Les bandits, dans le souci de se protéger, cherchent à s'attirer les bonnes grâces des riverains qu'ils tiennent captifs. La plupart des groupes armés s'improvisent assistants sociaux en distribuant de temps à autre des kits de miettes de leur butin, en nature ou en espèces, bien évidemment tirés de leurs opérations de rapt. Plus grave encore, ils se substituent aux bureaux de l'état civil, car certains chefs de gangs pourvoient quiconque le requiert en cartes d'identification nationale et en autres actes d'état civil. Ces « services publics » quasi inaccessibles par les voies légales sont offerts en particulier par les gangs du G9 acquis à la cause du pouvoir de l'ex-président Jovenel Moïse. Par cette démarche, les bandits cherchent à s'octroyer une protection contre les gangs rivaux et contre la police, en tentant de ranger de leur côté une frange de la population partageant leur aire de fonctionnement, somme toute abandonnée par un État central qui offre par ailleurs toutes sortes de passe-droits et de privilèges aux bandits et les fait ainsi passer pour des bienfaiteurs, voire des entrepreneurs.

IMMIXTION DES GANGS DANS LE JEU POLITIQUE

Les gangs s'immiscent dans la politique. En contrôlant des quartiers, ils sont en situation de peser sur le résultat d'élections (ou plus carrément de décider du résultat officiel). Ainsi, plus la population captive est élevée, représentant un fort potentiel électoral, plus le chef de gang pourra négocier un bon pactole lors des élections avec les partis et/ou candidats fortunés. Par ailleurs, les gangs étant mieux équipés que la police, ils sont utilisés par le pouvoir politique comme supplétifs dans la répression des mouvements populaires de protestation, par exemple.

LES BANDITS METTENT À MAL L'APPAREIL JUDICIAIRE

En lieu et place de poursuites judiciaires à l'égard des bandits, ce sont eux qui mettent au pas les institutions judiciaires. Un à un, des tribunaux, symboles de justice et de la force de l'État bourgeois, sont attaqués et fermés. Citons l'exemple du parquet de la Croix-des-Bouquets, dont le greffe a été incendié par le gang 400 mawozo. Quelques mois avant, le vendredi 10 juin 2022, la bande à Izo, le groupe

nommé 5 secondes, a lancé une attaque en règle suivie de l'occupation du parquet de Port-au-Prince. Toute la meute juridique et judiciaire, avocats, juges, greffiers, etc., a été chassée illico pour ne plus y retourner. La réplique de l'État se fait encore attendre.

Les centres carcéraux, surtout ceux de la région métropolitaine, subissent régulièrement les attaques de bandits cherchant à libérer leurs associés appréhendés par la police.

LES CAÏDS RÈGNENT EN MAÎTRES

Les groupes armés s'activent à présent à se substituer officiellement à l'État. Ils déterminent pour la population quand il faut rester à la maison ou sortir vaquer à ses occupations, sous peine de représailles, et ces ordres sont mieux respectés que les notes officielles du gouvernement. Ils se sont même fédérés à l'initiative du gouvernement et des différents acteurs internationaux.

De plus, conscients que le destin du pays ne se joue qu'à la capitale, les groupes armés ont adopté un schéma stratégique de progression, ceinturant petit à petit le département de l'Ouest. Les conséquences se ré-



Manifestation des avocats de Port-au-Prince, suite à l'assassinat de leur bâtonnier, le 28 août 2020. « Le pays n'est ni géré ni administré, nous voulons vivre, nous en avons marre de compter les cadavres ».



Membres d'un gang, soi-disant «bons bandits» opposés aux kidnappings commis par d'autres gangs.

vèlent criantes et dévastatrices : rareté des denrées agricoles et des produits pétroliers, explosion des prix. La population se retrouve asphyxiée. Et, poussant l'absurde à sa dernière limite, le chef de gang Jimmy Chérizier, alias Barbecue, très médiatisé, a communiqué son propre calendrier politique, ainsi que son programme, qui commence à courir avec le départ du Premier ministre Ariel Henry.

Certains commissariats à Port-au-Prince ou en province sont tombés sous le contrôle de bandits qui ont fait déguerpir les policiers manu militari.

Il est un fait indiscutable que l'État haïtien ne contrôle plus rien et qu'aucune force réelle ne s'oppose à la dangereuse ascension des groupes armés. Ces derniers ne se trouvent plus qu'à un pas de renverser totalement l'appareil étatique et de s'y substituer officiellement. Qu'est-ce qui les en a empêchés jusqu'à présent ? L'absence d'un leader incontesté peut-être. Les groupes divergents n'ont jusqu'à maintenant pas encore trouvé une figure dans laquelle ils se reconnaissent tous. On pourrait citer l'ancien chef d'État Michel Martelly, un nostalgique de la dictature des Duvalier, qui a grassement approvisionné les gangs en armes et munitions. Il avait même été aux côtés de Cédras et Michel François en 1991 lors du coup d'État mili-

taire contre Aristide qui avait fait plusieurs milliers de morts. Martelly présente un profil de rassembleur de ces bandes armées mais ne fait pas encore l'unanimité.

Quoique étant le point focal des activités illicites de ces groupes armés, le département de l'Ouest n'est pas le seul à en souffrir. Les répercussions sont nationales. Port-au-Prince est à la fois capitale économique et politique, et constitue le point d'entrée de divers produits importés qui doivent ensuite être redistribués aux autres villes.

En octobre 2022 et depuis, on a assisté à un vrai déferlement de violences. Outre les kidnappings contre rançon, leur sport favori, qui n'ont jamais cessé, les gangs multiplient les fusillades, avec leur cortège de morts et de blessés, dans un pays où la plupart des hôpitaux peuvent fermer leurs portes faute de carburant et où, dans les rares qui fonctionnent, les patients sont en détresse en raison d'une pénurie d'oxygène.

La violence et la terreur imposées par des gangs ne sont pas un phénomène propre à Haïti. Des bandits armés regroupés généralement dans des quartiers populaires pour sévir contre la population, c'est un produit du capitalisme, générateur de chômage, de misère et d'injustices de toutes sortes.

La citadelle du capitalisme,

les États-Unis, grand voisin d'Haïti, regorge de gangs défiant les forces de l'ordre du pays le plus riche et le plus militarisé du monde. Dans la seule ville de Chicago, pour l'année en cours, les gangs ont déjà fait plus de 500 morts et environ 3 000 blessés par balles. Les autorités considèrent tout de même avoir réalisé des progrès quant au taux d'homicides qui est plus bas que ceux de 2020 et de 2021. Cependant, le rapport de force entre ces gangs et la puissance de l'État américain n'a rien à voir avec la situation qui existe en Haïti.

Ce qui est particulier en Haïti, c'est l'ampleur du phénomène et le niveau de la collusion entre ces caïds et le pouvoir qui les instrumentalise en vue de faire taire toute opposition au gouvernement et d'intimider les habitants des bidonvilles et de tuer dans l'œuf les mouvements de contestation populaire.

Ce qui est encore particulier, c'est l'évolution de ces bandes isolées en force capable de contrôler l'État, voire de le remplacer progressivement.

L'ampleur de l'emprise des gangs sur le pays ne va pas sans poser problème à la bourgeoisie haïtienne, même si elle est largement responsable de leur développement et si elle les utilise en partie à son profit. Elle pose aussi probablement un problème à l'impérialisme, principal responsable de la situation mais qui ne tient probablement pas à voir se développer une nouvelle zone de non-droit aux mains de groupes peu contrôlables. Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU vient de décider de sanctions contre Jimmy Chérizier. Le Premier ministre haïtien et le secrétaire général de l'ONU ont lancé un appel pour une intervention armée internationale visant à mettre fin au chaos.

L'intervention de forces étrangères impérialistes au prétexte de venir en aide à la population n'a jamais apporté de solution

REUTERS, RICARDO ARDUENGO



«Team zombi dit : à bas l'occupation blanche du gang USA.»
Port-au-Prince, le 12 octobre 2022.

GABY



Aux Gonaïves, principale ville de l'Artibonite, le 31 janvier 1986, la quasi-totalité de la population est dans la rue et la peur change de camp, le déchaînement des bandes armées du dictateur commence.

nulle part. On a vu ce que cela a donné, par exemple, en Afghanistan, en Libye ou au Mali. Haïti a d'ailleurs déjà une riche expérience de ces interventions américaines ou onusiennes depuis un siècle. Les troupes de l'ONU ont d'ailleurs été accusées, à raison, d'avoir introduit le choléra en Haïti il y a une dizaine d'années. L'ambassadeur chinois adjoint à l'ONU s'est d'ailleurs inquiété que l'envoi d'une force militaire internationale pourrait «faire face à de la résistance, voire provoquer des confrontations violentes avec la population». Les puissances impérialistes, et en premier lieu les

États-Unis, sont connues pour être les principaux responsables de la situation.

Toutes les propositions de sortie de crise envisagées par le personnel de la bourgeoisie excluent bien évidemment l'intervention des masses populaires. Or ce sont elles, et elles seules, qui peuvent mettre hors d'état de nuire les gangs armés et offrir un autre avenir à la population. Elles en ont la force, elles l'ont prouvé à plusieurs reprises depuis quarante ans, à commencer par le déchaînement par la population des «tontons macoutes», bandes armées du dictateur Du-

valier, après le renversement de ce dernier en 1986. Il y a actuellement de nombreuses initiatives de résistance collective aux gangs armés. Dans tel quartier, les habitants repoussent violemment les gangs qui cherchent à s'installer, surtout dans les villes de province où ils ne parviennent pas à s'implanter. Dans tel autre, des passants réussissent à faire échec à une tentative d'enlèvement. Ailleurs, des manifestations obtiennent la restitution de personnes kidnappées. Les habitants des quartiers populaires ont les moyens, collectivement, de tout savoir des gangs, de leur organisation, de leurs lieux de détention ou de caches d'armes, etc. Mais pour l'instant, les initiatives de résistance sont isolées, sans organisation ni plan d'ensemble. Elles n'ont pas encore l'ampleur suffisante pour prendre le dessus.

La situation en Haïti préfigure une des formes de dégénérescence que peut prendre l'État capitaliste sans l'intervention des classes laborieuses. En l'absence d'une intervention révolutionnaire de ces dernières, et d'un parti capable de les mener à la victoire, la déconfiture de l'État ne profite en rien au prolétariat des villes et des campagnes.

La classe ouvrière est confrontée, comme toutes les autres catégories populaires, à la mainmise des gangs sur la société. Elle qui s'est mobilisée à plusieurs reprises ces dernières années pour arracher des augmentations de salaire pourrait jouer un rôle dans un déchaînement massif des gangs par la population. Elle seule pourra diriger le combat non seulement contre les gangs, qui sont un des symptômes de la maladie, mais contre la maladie elle-même, le capitalisme, en s'attaquant à la racine du mal, à savoir le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie.

29 octobre 2022



Métaux rares, transition énergétique et capitalisme vert

Depuis des années, les dirigeants des pays les plus développés multiplient les proclamations et les discours sur l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique, et notamment sur la nécessité de mettre en œuvre une transition énergétique. Celle-ci consisterait à réduire la part des combustibles fossiles, le charbon, le pétrole et le gaz, au profit de sources d'énergie renouvelables.

Mais ces formules restent bien creuses. Pour reprendre le titre d'un rapport de plusieurs centaines d'experts publié en juin 2022, «*la transition énergétique n'a pas lieu*». En effet, à ce jour, 80% des énergies utilisées dans le monde sont toujours produites à partir de pétrole, de gaz et de charbon. Pire, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les États ont relancé les productions d'énergie les plus polluantes : centrales au charbon, gaz de schiste importé des États-Unis, car sa production est toujours interdite dans l'Union Européenne du fait de ses conséquences néfastes sur l'environnement.

Les dirigeants de ce monde n'ont jamais autant parlé d'écologie, mais pas grand-chose ne change en réalité. Dans le système capitaliste, les maîtres de l'économie ne sont prêts à envisager des évolutions que dans la mesure où elles peuvent devenir sources de profit. C'est le cas quand les États financent abondamment de nouvelles filières industrielles : celle des éoliennes et des panneaux photovoltaïques pour les énergies renouvelables. Plus récemment, c'est dans l'automobile que des évolutions se dessinent du côté de la voiture électrique. Les constructeurs automobiles sup-

putent la naissance d'un nouveau marché, et le succès de Tesla a aiguisé leur appétit.

Il est encore difficile d'évaluer l'ampleur de ces changements, les capitalistes concernés et les dirigeants politiques censés défendre leurs intérêts n'en sont eux-mêmes pas capables. Pour ne prendre que cet exemple, l'Union européenne a décrété, fin octobre 2022, que la vente de véhicules neufs à moteur thermique devait cesser en 2035. Cela n'a pas empêché l'un de ses principaux responsables, Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur, de déclarer, une semaine seulement après que cette décision eut été prise, que les constructeurs devaient continuer à produire de tels véhicules ! Les capitalistes et leurs représentants, confrontés aux contradictions de leur propre économie et aux incertitudes qui en résultent, sont bien incapables de s'y retrouver.

Cet article ne s'intéressera qu'à l'un des éléments qui alimentent leur incertitude, mais pas le moins important, celui des matières premières qui sont indispensables pour produire des véhicules électriques.



La centrale à charbon de Saint-Avold, en Lorraine, dont l'activité a été prolongée en 2022.

LIPO CHING/BAY AREA NEWS GROUP



Usine Tesla à Fremont, en Californie.

LES MÉTAUX, PÉTROLE DU 21^e SIÈCLE ?

Selon une étude réalisée en 2021 par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une voiture électrique typique nécessite six fois plus d'éléments minéraux pour sa construction qu'un véhicule thermique : le cuivre pour le câblage électrique, le cobalt, le graphite, le lithium, le nickel...

La demande en lithium en 2040 pourrait être 50 fois supérieure à celle d'aujourd'hui et celle de cobalt et de graphite 30 fois supérieure, si le monde s'empresse de remplacer les véhicules fonctionnant au pétrole par des véhicules électriques. À ces minerais s'ajoutent d'autres encore, non moins indispensables, et qui alimentent encore davantage l'incertitude des industriels, les métaux dits rares : terres rares, vanadium, germanium, tungstène, antimoine, béryllium... Soit une trentaine de métaux dont une infime dose, une fois industrialisée, émet un champ magnétique qui permet de produire de l'énergie sans générer le moindre gramme de CO².

Malgré ce que pourrait laisser supposer leur dénomination, ces métaux ne sont pas si rares : il en existe partout sur la planète, associés aux métaux les plus abondants, comme le fer, le cuivre, le zinc ou le plomb, mais dans des proportions souvent infimes. L'existence de ces

minéraux était connue des minéralogistes depuis le 18^e siècle, mais on n'avait pas trouvé à la plupart d'entre eux d'applications industrielles. Ils ont longtemps été peu exploités, en petite quantité, car leur production était coûteuse. Avec le développement de l'électronique moderne et des téléphones portables, qui utilisent près de 20% de la production globale des métaux rares, leur exploitation est devenue bien plus rentable.

L'extraction de ces métaux rares est extrêmement polluante. Leur raffinage l'est encore plus car, après avoir broyé la caillasse, il faut utiliser de nombreux réactifs chimiques, tels que les acides sulfurique et nitrique. Il faut des dizaines d'opérations pour obtenir des terres rares pures à près de 100%. Il faut aussi utiliser des centaines de mètres cubes

d'eau, qui va se charger de ces acides et dont les rejets sont susceptibles de polluer les fleuves et les nappes phréatiques. Les industriels rechignent à se doter des installations qui pourraient éviter ces pollutions car elles représentent un coût important.

Pour ces raisons, il est bien difficile d'affirmer que la voiture électrique serait moins polluante. La pollution qui ne serait plus émise dans les agglomérations grâce aux voitures électriques serait déplacée dans les zones minières. Mais ce n'est pas ce qui préoccupe les constructeurs automobiles, ni même les experts de l'AIE.

Pas plus qu'ils ne sont préoccupés par les conditions sociales dans lesquelles ces métaux sont extraits. Pour ne prendre qu'un exemple, 80% de la production de minerai de cobalt à l'échelle mondiale provient d'un seul pays, la République démocratique du Congo (RDC). Il est extrait principalement dans la province du Katanga, dans le sud du pays.

Dans cette région, les trusts miniers et les milices qui se disputent le contrôle des mines entretiennent depuis des dizaines d'années un état de guerre permanent. Si la plus grande partie du cobalt est produite dans des mines industrielles géantes, près de 20% du cobalt congolais est extrait par des mineurs artisanaux, dont plusieurs dizaines de



Un enfant lavant du minerai, dans la province du Katanga, en RDC.

MEINRAD SCHADE/LAIF-REA

milliers d'enfants. L'expression « minerais de sang » pourrait s'appliquer à tous ces minerais, qui alimentent le marché mondial et les profits des industriels des grands pays occidentaux.

LA LUTTE DES CAPITALISTES ET DE LEURS ÉTATS POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

La seule chose qui préoccupe les experts de l'AIE, qui se font les porte-parole des industriels, c'est le fait que, plus encore que pour les hydrocarbures, les sources de minerais sont aujourd'hui concentrées dans un nombre réduit de pays. On a déjà cité l'exemple du cobalt. On peut ajouter celui du lithium, produit essentiellement dans deux pays, l'Argentine et le Chili, pour près de 80 % de l'offre mondiale. Pour le cuivre, quatre pays, l'Argentine, le Chili, la RDC et le Pérou, fournissent la majeure partie de la production mondiale.

L'AIE prévoit donc des tensions plus importantes encore que celles qui ont eu lieu pour le contrôle des gisements d'hydrocarbures. Et le rapport de conclure : « *Ces marchés à croissance rapide pour les minéraux clés pourraient être soumis à la volatilité des prix, à l'influence géopolitique et même à des perturbations de l'approvisionnement.* »

Pour toutes ces raisons, tous les fabricants cherchent à sécuriser leur approvisionnement en minéraux et concluent des accords aux quatre coins du monde. On peut citer Tesla qui, après Ford et Hyundai, s'apprête à investir en Indonésie, pays qui dispose des plus importantes réserves de nickel du monde. Tesla a signé, en août 2022, des contrats d'approvisionnement auprès de deux fonderies basées dans le parc industriel où se trouve le plus important site intégré de production de nickel du pays.



RABUL SAWAL/MONGABAY INDONÉSIE

Îles Obi (Indonésie) : l'extraction du nickel et le développement des fonderies sont responsables de la pollution des eaux.

Les États mettent en œuvre une véritable diplomatie des métaux, au service de leurs industriels. Les pressions de Washington ont permis à un regroupement de sociétés américaines de prendre une part prépondérante dans le projet Kachi, qui prévoit l'implantation d'importantes unités de production de lithium en Argentine, en association avec Ford. Ainsi le constructeur automobile est certain de garantir ses futures livraisons.

De nombreux accords bilatéraux sont signés entre États pour garantir la livraison de ces métaux qualifiés de critiques. C'est le cas du Japon avec l'Australie, le Kazakhstan, l'Inde et le Vietnam. L'UE a signé un accord avec le Canada pour faciliter les investissements des entreprises européennes dans le secteur extractif et négocie actuellement des contrats d'importation de terres rares avec le Chili, le Mexique et la Nouvelle-Zélande. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé en septembre 2022 la création de réserves stratégiques pour le lithium et les terres rares. Mais, au sein de l'Europe, chaque État n'oublie pas de défendre les intérêts de ses propres industriels. Ainsi la chancelière allemande

Angela Merkel s'était rendue à plusieurs reprises en Mongolie pour signer des partenariats miniers. La concurrence pour sécuriser l'approvisionnement en matières premières alimente de plus en plus une rivalité entre les États.

LA CHINE, PREMIER PRODUCTEUR DE MÉTAUX RARES... POUR LE PLUS GRAND PROFIT DES CAPITALISTES OCCIDENTAUX

Les capitalistes des puissances impérialistes se trouvent confrontés à un problème, car la Chine fournit aujourd'hui 70 % des métaux rares. Et il est plus difficile de faire pression sur les dirigeants chinois que sur ceux d'Indonésie ou d'Argentine.

La Chine dispose certes de gisements importants, mais le poids qu'elle a acquis ne tient pas seulement aux richesses de son sous-sol. Jusque dans les années 1990, le groupe américain Molycorp exploitait la mine de Mountain Pass en Californie, qui était alors la plus grande mine de production de terres rares de la planète. L'intégralité du cycle de la transformation était dominée par l'entreprise Magnequench, filiale de

General Motors, dans l'Indiana. Dans les années 1980, c'était le groupe français Rhône-Poulenc qui était l'un des deux chimistes mondiaux des terres rares. Son usine établie à La Rochelle purifiait 50% du marché mondial. Pour réduire considérablement les coûts de production, les entreprises occidentales se sont tournées vers la Chine au début des années 1990.

De son côté, conscient des possibilités qui s'ouvraient, l'État chinois a commencé à mener une politique volontariste pour développer l'exploitation de ses gisements de terres rares. Au printemps 1992, son dirigeant, Deng Xiaoping, aurait déclaré : « *Le Moyen-Orient a du pétrole, la Chine a des terres rares.* » En 2002, année de fermeture de la mine de Mountain Pass, le coût de production des terres rares était deux fois inférieur en Chine à ce qu'il était aux États-Unis.

Déjà atelier du monde, la Chine est devenue ainsi le principal producteur des minerais indispensables aux économies occidentales. Les quelque dix mille mines éparpillées à travers le territoire chinois ont largement contribué à ruiner l'environnement du pays. Aux pollutions chimiques s'ajoute la radioactivité que l'exploitation de ces minerais génère. Ceux-ci ne sont pas radioactifs en eux-mêmes, mais le thorium et l'ura-

nium auxquels ils sont souvent mêlés le sont. La radioactivité autour du réservoir de Baotou, la capitale de la Mongolie-Intérieure, une agglomération de trois millions d'habitants, où on réalise 75% de la production mondiale des terres rares, serait deux fois supérieure, d'après certains experts, à celle enregistrée à Tchernobyl aujourd'hui. Quant aux déchets, ils nécessiteraient d'être isolés pendant plusieurs centaines d'années. Mais, pour obtenir les coûts de production les plus bas, rien n'a été prévu en aucune façon pour limiter la pollution.

L'ÉTAT CHINOIS FACE À L'IMPÉRIALISME

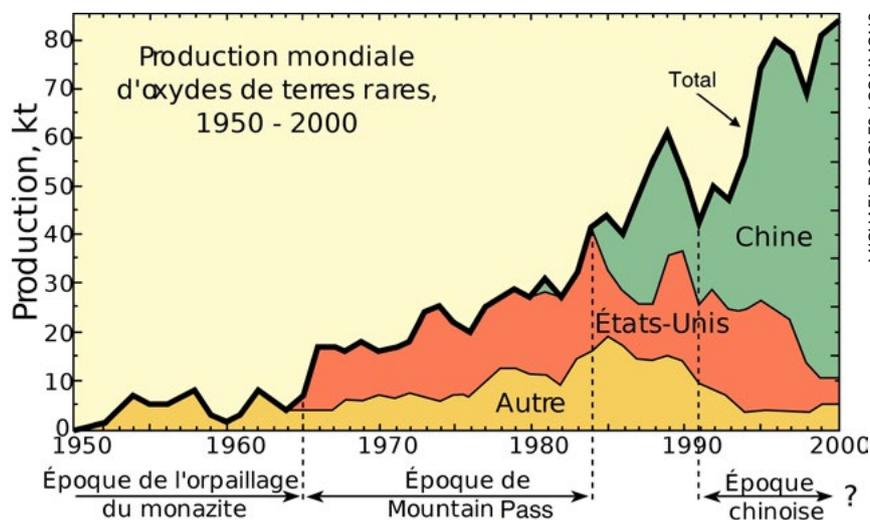
L'État chinois a développé aussi les activités de raffinage, elles-mêmes polluantes et coûteuses. Ainsi la Chine ne produit peut-être pas de grandes quantités de cobalt et de nickel, mais elle représente environ 65% du cobalt et 35% du nickel traités dans le monde. Si la Chine produit 11% du lithium mondial, elle fournit près de 60% du lithium transformé.

Poursuivant cette politique, l'État chinois a cherché à attirer les entreprises étrangères pour acquérir leur savoir-faire technologique. Cette captation a pris des formes directes : dès 1995, un groupe chinois a ra-

cheté l'entreprise américaine Magnequench, et cinq ans plus tard l'usine d'Indiana était délocalisée vers la ville de Tianjin, au sud-est de Pékin. Cette politique volontariste a permis à l'État chinois d'acquérir la capacité de produire des éléments de haute technologie. Alors qu'à la fin de la décennie 1990 le Japon, les États-Unis et l'Europe concentraient 90% du marché des aimants les plus utilisés pour les téléphones mobiles et les moteurs électriques, la Chine en contrôle désormais les trois quarts de la production mondiale. La ville de Baotou est devenue la « Silicon Valley des terres rares », là où se produit le tiers de la production mondiale des aimants incorporant des terres rares, utilisés aussi bien pour des moteurs de voitures électriques que pour des iPhones.

La Chine est devenue à son tour, en 2018, importatrice de terres rares brutes ou peu transformées. Elles proviennent d'Australie, de Malaisie, de Birmanie, du Vietnam ou d'Afrique. Tout comme les autres grandes puissances, l'État chinois se livre lui aussi à cette diplomatie des métaux qui vise à sécuriser ses approvisionnements. Ainsi, en RDC, la majorité des grandes mines de cobalt ont été rachetées par des groupes chinois. En 2016, le groupe chinois Schengen est devenu le premier actionnaire de la compagnie australienne Greenland Minerals Ltd, avec laquelle il a conclu un accord lui réservant la totalité de la production de terres rares de la mine de Kvanefjeld, au Groenland, une fois que la production sera lancée.

En menant cette politique, l'État chinois défend ses propres intérêts et ceux d'une minorité de riches privilégiés. Ainsi, le fondateur et dirigeant de l'entreprise CATL, premier producteur mondial de batteries électriques lithium-ion – les plus utilisées et dont près de 80% sont pro-





Siège social de l'entreprise CATL, à Ningde, dans la province chinoise du Fujian.

duites en Chine –, serait devenu la quatrième personne la plus riche de Chine et figurerait dans la liste des 30 plus riches au monde. Mais cela profite aussi aux groupes capitalistes qui ont sous-traité leur production à des entreprises en Chine. C'est le cas d'Apple par exemple, qui continue d'y faire produire les iPhone dans les usines du groupe taïwanais Foxconn. C'est le cas aussi de tous les constructeurs automobiles occidentaux qui continuent de s'y fournir en batteries électriques.

Mais cela peut aussi finir par poser problème aux capitalistes de dépendre ainsi d'un État qui a la capacité de résister aux pressions de l'impérialisme. Cela est clairement apparu quand, en septembre 2010, Pékin a provoqué un vent de panique sur les marchés mondiaux en stoppant brutalement ses exportations de terres rares à destination du Japon. Les dirigeants chinois ont utilisé ce moyen de pression dans le cadre du différend sur la question des îles Senkaku, dans la mer de Chine, dont ils revendiquent le contrôle depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

À la suite de cet embargo, l'administration américaine a cherché à diminuer la dépendance à l'égard de la Chine. Elle a ainsi soutenu la réouverture du site de Mountain Pass, de nouveau

en service depuis le début de 2018. Le Pentagone a l'intention de financer la construction d'unités de raffinage sur le sol américain. Il faut dire que de nombreux équipements militaires, dont les avions F16, ne peuvent fonctionner sans ces précieux métaux rares.

Ces minerais sont donc venus s'ajouter aux facteurs de plus en plus nombreux qui alimentent la tension entre les États-Unis et la Chine, susceptible de déboucher dans l'avenir, dans un contexte d'aggravation de la crise, sur une confrontation militaire. Cela n'a rien de nouveau, et c'est même ce type de crise qui a conduit dans le passé à l'éclatement de deux guerres mondiales. Déjà, en 1916, Lé-

nine décrivait ce phénomène dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*: « Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies. » Ce ne sont plus des colonies, mais les luttes pour le contrôle de zones d'influence ne sont pas moins fortes, au contraire.

LA POLITIQUE DES TRUSTS : SATISFAIRE LES ACTIONNAIRES PLUTÔT QUE CREUSER DES MINES

Le poids prédominant acquis par la Chine finira peut-être par poser des problèmes aux capitalistes dans l'avenir. Mais ce qui est actuellement le plus susceptible de faire obstacle au développement de nouvelles filières industrielles, c'est la politique des trusts miniers eux-mêmes. Se refusant à prendre des risques, les grandes entreprises de ce secteur ont adopté une politique malthusienne, consistant à limiter leurs investissements, pour sécuriser d'abord et avant tout leurs profits. Tous les capitalistes, quel que soit leur secteur d'activité,



La mine de Mountain Pass, en Californie, en activité (4 février 2022).

ont adopté la même attitude, tant ils manquent de confiance dans leur propre économie.

Dans le secteur minier, cette incertitude est renforcée par le poids de la spéculation, qui fait varier très fortement les cours des métaux. Ainsi, les cours du cobalt avaient atteint 24 000 dollars par tonne le 1^{er} janvier 2016, la spéculation les avait multipliés par quatre, à 95 000 \$/t en 2018, puis ils ont reculé à 30 000 \$/t en avril 2019. Les cours des autres métaux ont connu les mêmes évolutions. Plus récemment, tous ont connu un pic après l'invasion de l'Ukraine en février 2022, suivi à nouveau d'un reflux dans les mois suivants.

Cette forte volatilité rend très incertaine la moindre prévision. Cela n'empêche pas les géants du secteur minier d'afficher des profits historiques, car ils ont su profiter des périodes de montée des cours. Ainsi les trois principaux groupes du secteur, Rio Tinto, BHP et Glencore, ont engrangé en 2021 près de 140 milliards de dollars de profit, trois fois plus qu'en 2015. Mais ils ont eu pour politique d'en faire profiter les actionnaires, en augmentant les versements de dividendes ou en rachetant leurs propres actions pour en faire monter le cours.

Par contre, ils ont limité les investissements qui sont, eux, bien plus faibles qu'il y a dix ans. Or le poids de ces sociétés est considérable. À lui seul, le groupe suisse Glencore, à la fois producteur et négociant, contrôle environ 6% de la production mondiale de cuivre, 20% du cobalt, 4% du nickel, avec également une production importante de charbon. Quand ces trusts décident de limiter leur production, cela a une influence déterminante sur l'évolution de l'ensemble du secteur, et à terme sur celle de toute l'économie.



630 membres du Syndicat des Métallurgistes /United Steelworkers, affilié à IndustriALL, sont en grève à la mine Raglan de Glencore, au Canada, en mai 2022.

**IL N'Y A PAS DE
CAPITALISME VERT !
LE SEUL AVENIR,
C'EST LE COMMUNISME !**

Y aura-t-il assez de métaux pour permettre le développement des voitures électriques ? Ce sont des questions qui préoccupent les industriels de ce secteur, et personne n'est aujourd'hui capable de donner une réponse. Ce que l'on peut affirmer par contre avec certitude, c'est que tout cela n'a pas grand-chose à voir avec des préoccupations écologiques. Dans le capitalisme, ces préoccupations n'ont pas leur place. Pour ceux qui détiennent les capitaux, la seule préoccupation consiste à calculer leur rentabilité et à faire en sorte qu'elle soit la plus élevée possible.

Il n'y a pas plus de capitalisme vert qu'il n'y a de capitalisme à visage humain. La gestion à long terme des ressources de la planète, les conséquences de leur exploitation sur l'environnement, tout cela ne compte pas. Quant aux conditions de travail et de vie des millions de prolétaires qui extraient les minéraux, les transforment, les acheminent dans les usines où

sont assemblées les automobiles, tout cela ne figure dans la comptabilité des capitalistes que dans la rubrique des coûts de production, qui doivent être les plus bas possible.

Dans quelque domaine que ce soit, le capitalisme est tout à fait incapable de surmonter ses contradictions. Au contraire, la société est menacée des pires catastrophes, avec l'aggravation des crises économiques, politiques et climatiques. Aucune technologie nouvelle, quelle qu'elle soit, ne pourra changer le capitalisme et son fonctionnement, ni mettre fin à la domination de la loi du profit sur l'ensemble de l'économie. La solution n'est pas technique, mais politique. L'avenir dépend de la capacité de la classe ouvrière à mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie et à prendre en main la direction de la société. Alors seulement il sera possible de réorganiser l'économie en fonction des besoins du plus grand nombre et d'offrir à l'humanité un avenir à la hauteur de ce que le progrès des sciences permettrait d'envisager.

10 janvier 2023



Scission du NPA : les conséquences de l'opportunisme

Le Nouveau parti anticapitaliste a tenu son cinquième congrès les 9, 10 et 11 décembre 2022. Près de quatorze ans après sa fondation, le NPA en est sorti scindé en deux groupes principaux. Tous deux en revendiquent l'héritage et affirment incarner la continuité du projet politique de départ.

Cela n'a été une surprise pour personne. L'ancien candidat à la présidentielle du NPA, Philippe Poutou, avait annoncé publiquement lors de la fête régionale de Bordeaux, le 21 octobre, que la séparation était à l'ordre du jour. Et cette évolution ne date pas d'hier, puisqu'au précédent congrès, en 2018, les discussions principales concernaient déjà les problèmes internes. La tendance de direction « historique », incarnée par Alain Krivine, Philippe Poutou et Olivier Besancenot, n'avait alors recueilli que 48 % des voix, tandis que six autres tendances, qui contestaient à des degrés divers sa politique, recueillaient chacune des pourcentages relativement importants. Les dissensions internes avaient alors abouti au départ de la tendance Révolution permanente, qui vient d'ailleurs d'annoncer qu'elle fondait une nouvelle organisation.

Cette cohabitation sous un même toit de courants menant chacun sa propre politique, déjà en vigueur du temps de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), avait franchi un degré supplémentaire en 2009 avec la transformation de celle-ci en NPA, affichant l'ambition d'être plus large et plus ouvert.

« PERDRE EN SUBSTANCE POUR GAGNER EN SURFACE »

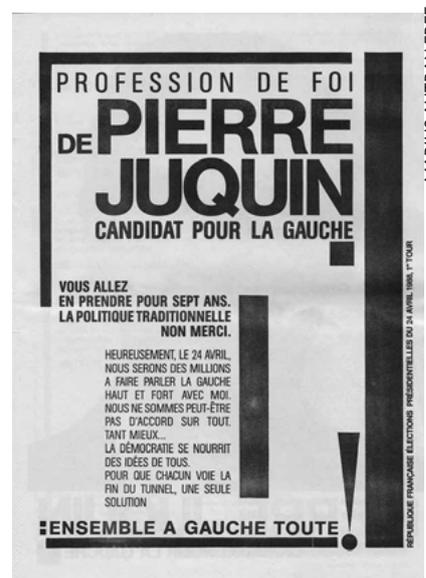
C'est par cette formule que Daniel Bensaïd, l'un des dirigeants de la LCR, résumait l'objectif recherché avec la création du NPA. Forte des 4,1 % des voix recueillis par son candidat, Olivier Besancenot, à la présidentielle de 2007, la LCR proposait d'accepter de perdre en substance politique pour lancer un parti aux contours politiques plus larges, le NPA, dans l'espoir que son petit succès électoral attire un public plus important.

En 2008, au moment du sabotage de la LCR au profit du NPA, Krivine expliquait : *« L'idée de nous élargir un jour est une très vieille idée. Cela explique d'ailleurs que nous avons toujours eu une pratique unitaire. Jusqu'en 1995, nous n'avons pratiquement jamais fait campagne en notre nom. Nous avons fait la campagne Juquin en 1988, en retirant d'ailleurs ma candidature pour cela. [...] Nous avons participé à tous les collectifs possibles en retirant nos candidats, voire notre sigle. »*¹

Du point de vue des idées communistes révolutionnaires,

la perte de substance sous prétexte de « voie unitaire » était une réalité depuis longtemps, si ce n'est depuis les origines de la LCR. Sa politique a toujours consisté à se raccrocher à toutes sortes de courants et de mouvements, pour peu qu'ils lui paraissent plus gros ou plus influents qu'elle.

Le plus souvent éloignés des idées communistes révolution-



À l'élection présidentielle de 1988, la LCR renonçait à présenter un candidat révolutionnaire pour aller « à gauche toute » derrière l'ex-dirigeant du PCF stalinien, Pierre Juquin.

¹ Entretien avec Alain Krivine de Louis Weber et Claude Poliak, rapporté dans « Le NPA, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », *Savoir/Agir* n° 5, septembre 2008.

naires, voire situés sur un tout autre terrain que celui de la classe ouvrière, ces courants ou mouvements étaient alors mis en avant par la LCR comme le point d'appui incontournable pour la «recomposition du mouvement ouvrier». Le soutien, lors de la présidentielle de 1988, à la campagne de Juquin, ex-dirigeant du PCF stalinien, auquel Krivine fait allusion ici, s'inscrit dans cette politique. La LCR participa activement aux comités Juquin et fut la force militante au service de ce réformiste qui s'offrit cette petite parenthèse originale avant de finir au PS...

En diluant ses forces militantes dans des cadres «plus larges», politiques ou associatifs, la LCR prétendait radicaliser différentes luttes, anticolonialistes, antiracistes, et profiter de son investissement au sein de regroupements politiques ou au sein d'autres organisations, syndicales ou associatives, pour se développer. C'est presque immanquablement le contraire qui se produisit et, si la politique de la LCR «perdit en substance révolutionnaire» bien avant de lancer le NPA, elle ne gagna jamais très longtemps «en surface».

En fondant le NPA, la LCR et sa direction franchissaient cependant un pas supplémentaire en abandonnant ouvertement la référence au trotskysme, au communisme révolutionnaire, au profit d'une pluralité de références et de traditions du mouvement ouvrier et contestataire. Déjà réalisé dans les faits, l'abandon officiel de la référence au trotskysme était illustré par de nombreuses prises de position de Besancenot, par des articles se démarquant du bolchevisme, voire de la révolution russe. Cela permettait de rompre avec une référence historique communiste bien encombrante dans l'entreprise de séduction d'un milieu dont le radicalisme n'a rien de commun

avec la classe ouvrière et son émancipation, mais se rapporte plutôt à la gauche sociale-démocrate, quand elle ne reprend pas des idées aussi réactionnaires que la décroissance, sous couvert d'«éco-socialisme».

S'ADRESSER À LA GAUCHE RÉFORMISTE POUR FINALEMENT LA REJOINDRE

En jetant par-dessus bord l'héritage trotskyste, le NPA provoqua à ses débuts un petit engouement lui permettant de revendiquer plusieurs milliers d'adhérents et le ralliement de quelques intellectuels de gauche. Mais beaucoup n'y firent qu'une brève incursion. Il faut dire que le Parti de gauche, fondé au même moment par un Mélenchon en rupture avec le Parti socialiste, était un sérieux concurrent à la «gauche de la gauche», bien plus prometteur en termes de résultats électoraux.

La place convoitée par le NPA fut donc occupée par Mélenchon et, très rapidement, de larges pans du NPA rejoignirent directement la machine électorale du Front de gauche, mise en place par Mélenchon en association

avec le PCF lors des élections européennes de juin 2009. Un des anciens dirigeants de feu la LCR, Christian Picquet, et son courant, la bien nommée Gauche unitaire, rejoignirent cette maison mère dès mars 2009. Une fois incorporé au Front de gauche, Picquet put ramasser quelques miettes à la table de Mélenchon, qui lui fit une place à ses côtés, lors de ses meetings de la campagne présidentielle de 2012. Il fit école, et la campagne présidentielle de 2012 vit d'autres dirigeants du NPA, dont une porte-parole, Myriam Martin, et l'ancien bras droit de Besancenot, Pierre-François Grond, appeler publiquement à voter Mélenchon et dénoncer dans une tribune au journal *Libération* le fait que le NPA renonce «à l'engagement pris lors de sa fondation de rassembler tous les anticapitalistes dans un parti de masse²». Puisque «tous les anticapitalistes» ne venaient pas vers le NPA et que le parti de masse semblait se construire ailleurs, ils suivirent fort logiquement le sens du vent et prirent leurs quartiers au Front de gauche, sous l'étiquette Ensemble.

Dix ans plus tard, les prises de position de Besancenot et



Présidentielle de 2012 : l'ex-LCR Christian Picquet en campagne pour Mélenchon.

² *Libération*, 22 mars 2012.



Philippe Poutou au premier rang, aux côtés d'Olivier Faure, dirigeant du PS, et de Jean-Luc Mélenchon, lors de la «marche» du dimanche 16 octobre 2022.

de Poutou s'inscrivent dans la même logique. En mai 2022, leur tentative de se faire accepter par la Nupes en vue des législatives de juin, s'était soldée par un échec. La «gauche radicale» leur avait claqué la porte sur les doigts, préférant la compagnie du Parti socialiste. Cela n'avait pas empêché le NPA d'appeler à voter Nupes, voire à faire campagne activement pour ses candidats, sauf là où ceux-ci étaient manifestement trop compromis à ses yeux.

Si cette fraction dirigeante tient encore à l'étiquette NPA, c'est pour la placer de plus en plus ouvertement dans la perspective de l'union de la gauche, quelle qu'en soit la future appellation. C'est d'ailleurs à la gauche en général et à LFI en particulier que Poutou adressait ses déclarations au premier jour du congrès du NPA. Absent des débats de son organisation, il était sur le plateau de BFM le soir du 9 décembre pour plaider : « On peut bosser avec, on doit bosser avec La France insoumise. »

Dans une interview récente, Poutou en appelle à une candidature unitaire et large à gauche

pour la prochaine présidentielle et définit ainsi ce que doit être le NPA : « Il nous faut un parti plus large, plus ouvert, qui se mêle de ce qui se passe dans la gauche antilibérale, du côté de La France insoumise notamment. »³ Bien malin qui pourra y voir une différence avec ce que le NPA proclame depuis sa fondation... si ce n'est la volonté d'avoir les coudées encore plus franches pour aller vers LFI, sans avoir à se justifier auprès d'autres courants du NPA plus enclins à y mettre des limites.

DEUX NPA CONCURRENTS ?

La direction sortante du NPA a donc fait le choix de se séparer des courants oppositionnels regroupés autour d'une plateforme alternative lors du cinquième congrès. Elle a justifié ce choix en expliquant qu'il n'était plus possible de construire ensemble une même organisation, alors que « des fractions [...] sont en réalité des organisations séparées et transforment le NPA en un front d'organisations »⁴.

Sans même parler de courants ou de fractions structurés

autour de textes politiques, les bases politiques larges du NPA permettent effectivement à de nombreuses contradictions de s'y exprimer. L'opportunisme politique qui consiste à tenter de peindre en rouge tout combat paraissant plus ou moins subversif, quelle que soit la légitimité de ces combats, conduit à former une organisation abritant presque autant de pratiques et de terrains de militantisme que de militants. De la cause LGBTI à l'écologie, voire à la cause animale, en passant par l'activité syndicale ou le féminisme et l'antiracisme, chacun s'investit dans la commission ou le secteur qui correspond le mieux à son milieu social ou à ce qu'il a envie de défendre. Et il le fait avec la bénédiction de la direction du NPA, comme elle le dit elle-même : « Nous considérons que nous devons construire les mouvements écologiste, féministe, LGBTI et antiraciste pour eux-mêmes, en y défendant notre vision de classe et notre projet révolutionnaire, mais en comprenant qu'en eux-mêmes ils portent des éléments de subversion du système qui sont positifs pour le genre humain et les combats

3 *Huffington Post*, 7 janvier 2023. https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/en-2027-philippe-poutou-aimerait-bien-une-candidature-large-a-gauche_212437.html

4 *Mediapart*, 11 décembre 2022.



Conférence de presse de la majorité, à la suite du 5^e congrès du NPA.
De gauche à droite : Philippe Poutou, Pauline Salingue, Christine Poupin et Olivier Besancenot.

du prolétariat. *L'écologie sans anticapitalisme n'est pas du jardinage, c'est un mode de radicalisation qui conduit à comprendre les conséquences du système et à les combattre.*⁵ S'il est donc difficile pour le NPA de « faire parti », comme le déplorait une militante lors du congrès, cela ne date pas d'hier et n'est pas lié uniquement à l'existence de tendances politiques.

Nous pensons quant à nous que, pour défendre « la vision de classe et le projet révolutionnaire », le prolétariat a besoin d'un outil politique dont l'objectif soit la prise du pouvoir, d'un parti dont les militants soient tournés vers leur classe sociale et vers cet objectif. Un parti qui, s'il veut être efficace et ne pas être une assemblée de bavards ou de commentateurs, ne peut fonctionner que suivant les principes du centralisme démocratique du Parti bolchevique de Lénine.

Les militants réunis autour de Besancenot, Poutou et autres souhaitent sans doute mettre leur morceau de NPA en situation d'intégrer la prochaine mouture d'union de la gauche. Ils expliquaient en tout cas à la tribune du congrès que le déplacement du centre de gra-

tivité de la gauche française, du social-libéralisme de Hollande à l'antilibéralisme de Mélenchon, suscite des « dynamiques militantes » qu'il faut saisir en poursuivant « une démarche unitaire »⁶. Poutou en est d'ailleurs l'illustration vivante, du moins au niveau municipal.

Quoi qu'il en soit, au congrès de décembre, les délégués de la majorité ont donc quitté la salle des débats pour ne plus y revenir et une conférence de presse réunissant quatre porte-parole, parmi lesquels Poutou et Besancenot, a officialisé la séparation. Dans le même temps, les tendances signataires de la plus importante des deux plateformes d'opposition, Urgence et actualité de la révolution, dénonçaient ce « choix irresponsable ». Ces tendances, parmi lesquelles Anticapitalisme et révolution, animée par Gaël Quirante, ou L'Étincelle, formée par d'anciens militants de Lutte ouvrière, s'érigeaient en continuateurs du NPA, dans le but d'être un pôle de regroupement « des révolutionnaires », selon eux but originel du NPA.

Ces tendances ne remettent pas en cause le NPA, son fonctionnement ou ses bases politiques. Durant le congrès, ac-

cusées de ne pas construire le NPA mais leur propre boutique, elles ont protesté de leur loyauté. Alors que la campagne de Poutou en 2022 préfigurait la suite et les législatives tournées vers la Nupes qu'elles critiquent, elles ont souligné leur implication dans « l'excellente campagne de Poutou » et leur contribution au relatif succès du NPA, qui aurait recruté 500 nouveaux membres, entre autres à la fa-



Affiche de campagne de Danielle Simonnet aux législatives de juin 2022 à Paris. Le NPA était partie prenante de cette candidature « radicale », avec la Nupes.

5 « NPA : un pas en arrière pour des pas en avant ? », *L'Anticapitaliste* n° 141, décembre 2022.
<https://lanticapitaliste.org/actualite/politique/npa-un-pas-en-arriere-pour-des-pas-en-avant>
6 *Mediapart*, 11 décembre 2022.

veur de cette campagne. Il s'agit pour elles de convaincre l'autre moitié du NPA que celui-ci peut se remplumer et séduire sur ses propres bases, sans se fondre directement dans la « gauche de la gauche » réformiste.

Lors des débats du 9 décembre, plusieurs interventions au nom des différentes commissions leur ont reproché leur manque d'implication sur leurs terrains respectifs. L'un des intervenants, soulignant l'importance de « militer dans des cadres plus larges que le NPA », s'est désolé que les « jeunes n'aillent pas vers ça, parce qu'on les met à faire des tracts devant les usines », avec un mépris qui en dit long sur la place de la classe ouvrière dans ses propres préoccupations ! Face à cette série d'interventions, certaines des tendances visées ont protesté de leur investissement dans tous les secteurs et n'ont revendiqué ni le choix de s'adresser en priorité à la classe ouvrière, ni le fait d'y consacrer ses efforts militants plutôt que de les diluer en direction d'autres milieux sociaux et d'autres terrains. C'est pourtant l'un des problèmes essentiels qu'une petite organisation, aux forces limitées, devrait absolument poser, et poser en termes clairs, à ses militants.

RECONSTRUIRE UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Le NPA, dans sa version Poutou-Besancenot, justifie son évolution de plus en plus décomplexée vers la gauche réformiste par la période de crise aiguë conjuguée à la montée de la réaction, qui nécessiterait de faire « tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas rester isolé » tout en conservant un « programme révolutionnaire ».

Mais cette volonté de ne pas s'isoler, de suivre les vents dominants – même si ce sont des vents dominants « de gauche » – le conduit à la capitulation politique. Pour n'en donner qu'un exemple, leur attitude face à la guerre en Ukraine en dit long. Dans un article paru dans *L'Anticapitaliste* du 5 janvier dernier, l'auteur affirme : « *Toutes les forces démocratiques, en particulier en Europe orientale, ne peuvent que souhaiter un affaiblissement qualitatif, voire la chute du régime de l'autocrate Poutine, comme condition pour une paix juste et durable.* » Malgré la petite phrase de circonstance qui suit sur « *l'absence d'illusions envers les politiques des impérialistes occidentaux* », voilà une position politique qui ne prendra à rebrousse-poil aucun parti bourgeois, qu'il soit de gauche ou de droite !

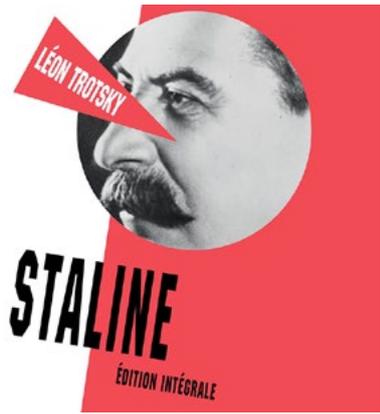
Si nous pouvons faire le

même constat quant à la gravité de la situation pour la classe ouvrière, nous en tirons des conclusions opposées à celles du NPA. Au congrès de Lutte ouvrière, qui se tenait une semaine avant celui du NPA, nous écrivions dans nos textes d'orientation : « *Depuis que Trotsky a écrit le Programme de transition, les luttes auxquelles les travailleurs ont pris part n'ont pourtant pas manqué. Mais nulle part ils n'ont pu les mener sur leur terrain de classe, et nulle part ils n'ont pu postuler pour le pouvoir. Cette perspective a partout été tuée dans l'œuf par le courant réformiste, dans ses variantes stalinienne ou nationaliste.* »

Au moment où la crise mène la société au bord du précipice, et alors que la conscience de classe recule, il est d'autant plus nécessaire que les militants, peu nombreux, qui se situent dans le camp des travailleurs, consacrent tous les efforts à reconstruire cette conscience de classe, à redonner l'objectif de la prise du pouvoir à la classe ouvrière.

Cette perspective, c'est la perspective communiste révolutionnaire. L'abandonner au nom de la construction d'un parti plus large n'offre pas plus de perspectives à la classe ouvrière et traduit en réalité clairement l'abandon du combat pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

15 janvier 2023



La réédition du *Staline* de Léon Trotsky

Les éditions Syllepse ont eu la bonne idée de rééditer le *Staline* de Trotsky, que l'on ne trouvait plus depuis longtemps. Il s'agit d'une édition d'un millier de pages. Augmentée par rapport à celle de 1948, elle intègre des écrits destinés à cet ouvrage que l'on a récemment retrouvés dans les archives de Trotsky. Elle rétablit aussi le contenu du texte original que, par endroits, le premier traducteur américain avait mutilé ou remanié selon ses propres opinions.

On a là un texte plus fidèle, plus complet, dont l'importance réside d'abord dans le fait qu'il s'agit du tout dernier livre auquel Trotsky a travaillé, et qu'on y retrouve donc le maximum de l'expérience et de la compétence dont toute une vie de révolutionnaire l'avait doté.

Au travers de la biographie de Staline, il traite sous de multiples angles toute une série de questions qui concernent la révolution et les tâches des révolutionnaires : le Parti bolchevique, son rôle, ce qu'étaient les militants qui le construisirent et le firent vivre, « l'air des cimes », dit-il, qui y soufflait du temps de Lénine ; l'attitude à l'égard des minorités nationales ; la construction d'un mouvement ouvrier politiquement conscient ; l'irruption des masses sur la scène durant les trois révolutions russes et la guerre civile ; la création et la signification de l'Internationale communiste ; l'armement du prolétariat ; la lutte pour l'édification d'un État ouvrier ; les flux et reflux de l'histoire ; le rôle des individus et des partis dans ces bouleversements ; les ressorts de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, la comparaison entre le Thermidor russe et

le Thermidor de la révolution française, la mise en place de la

dictature stalinienne, la nature de la bureaucratie ; l'avenir de

Central Committee of the Communist Party in 1917



Les membres du Comité central bolchevique de 1917. Vingt ans plus tard, il ne restait que Trotsky (en sursis) et Staline ; Lénine était mort de maladie, la majorité des autres avaient été ou allaient être fusillés comme « ennemis du peuple » sur décision de Staline.

l'URSS et la confiance que, tôt ou tard, la classe ouvrière internationale reprendra le drapeau de la lutte pour l'avenir communiste...

Tous ces thèmes, Trotsky les discute au fil d'époques différentes de l'histoire du mouvement ouvrier, au travers de situations concrètes, de leur changement plus ou moins rapide et de la compréhension qu'en ont les masses, des conclusions qu'en tirent militants et dirigeants révolutionnaires. Et ils sont des centaines connus ou moins connus que Trotsky, qui les a côtoyés en tant que camarade de lutte, fait resurgir dans ces pages.

C'est dire que, quand on veut s'inscrire dans la lignée du combat de Lénine, de Trotsky et des bolcheviks pour renverser le système capitaliste tout entier, et donc comprendre ce qu'en furent les enjeux et en quoi ils sont aujourd'hui plus actuels que jamais, il y a toutes les raisons de lire ou de relire ce texte. En effet, Trotsky y a concentré ce qui faisait de lui un maillon irremplaçable dans la transmission du flambeau de la révolution aux nouvelles générations : son expérience unique de militant communiste internationaliste, de dirigeant de la première révolution prolétarienne victorieuse de l'Histoire.

PETITE ET GRANDE HISTOIRE

En 1938, un éditeur américain commanda une biographie de Staline à Trotsky, alors que celui-ci voulait travailler à un ouvrage consacré à la vie et à l'œuvre de Lénine¹. Trotsky ne put terminer ni l'un ni l'autre, car un tueur de Staline l'assassina le 20 août 1940 à Mexico.

Le chef de la bureaucratie russe parachevait ainsi ce qu'il avait engagé dès 1936-1937, lors des procès de Moscou et dans

ses camps d'internement : l'extermination de toutes les figures marquantes de l'état-major de la révolution d'Octobre 1917 et la liquidation de dizaines de milliers de communistes anti-staliniens, au premier rang desquels les bolcheviks-léninistes (les trotskystes soviétiques), qui combattaient depuis des années la dégénérescence de l'État ouvrier, de l'ex-Parti bolchevique et de l'Internationale communiste.

Avant son assassinat, Trotsky avait achevé la moitié de son livre ; pour le reste, il laissait des chapitres épars, des fragments incomplets, des notes non affectées, des idées esquissées. Le traducteur choisi par l'éditeur américain, qui disposait de droits exclusifs sur le texte, y introduisit des coupes et modifications, malgré les protestations de Trotsky puis de son entourage. Ayant reçu cette traduction, l'éditeur décida alors de ne pas la publier. Il s'alignait en cela sur les autorités américaines pour lesquelles, avec l'entrée en guerre de l'URSS et des États-Unis en 1941, l'heure n'était plus à risquer d'indisposer l'oncle Joe. Le chef de la bureaucratie, avec ses millions de soldats et l'immensité d'un territoire où l'armée allemande allait s'embourber, était un atout décisif pour le camp impérialiste anglo-américain dans sa guerre contre ses rivaux allemand et japonais. Mais aussi contre la classe ouvrière, que les possédants du monde entier voulaient empêcher, et les partis staliniens allaient s'en charger, d'ébranler leur domination par une vague de révolutions, comme cela s'était produit à la fin du premier conflit mondial.

L'ouvrage ne parut qu'au début de la guerre froide, quand Washington n'eut plus à ménager Staline, qui disparut treize ans après Trotsky. Même si l'on peine à l'imaginer aujourd'hui, cette biographie tranchait alors

sur le flot de louanges mensongères, de légendes fantastiques sur Staline que son régime propageait dans toutes les langues de la planète. Cette propagande, dont Trotsky montre qu'elle répondait à la nécessité d'assurer le monolithisme de la dictature, organisait le culte de l'ancien séminariste Staline sur un mode quasi religieux : il était présenté comme le Disciple préféré de Lénine, le Meilleur ami des ouvriers et des paysans, le Plus grand penseur de tous les temps, le Génie des Arts, le Soleil de l'humanité...



Affiche de propagande stalinienne (années 1930) : « Les cadres – comprendre, les bureaucrates – sont la clé de tout » dit Staline vers qui tous les personnages tournent les yeux.

Hors d'URSS, une nuée d'intellectuels serviles faisaient chorus, tels Aragon et Barbusse en France, vantant la féroce dictature anti-ouvrière de la bureaucratie comme étant l'incarnation du socialisme. Et il y avait tous ceux qui, défendant le camp de la bourgeoisie, trouvaient bien du charme au fossoyeur du Parti bolchevique, lui qui combattait tout risque de révolution dans le monde et avait sur les mains le sang de plus de communistes que Hitler et Mussolini réunis, tout en cou-

1 De ce travail de Trotsky, il n'existe que la première partie, *La Jeunesse de Lénine* (Éditions Les Bons Caractères, mai 2004).

vrant ses forfaits d'un habillage pseudo-socialiste.

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DU BOLCHEVISME

Pour nourrir son propos, Trotsky a rassemblé une énorme masse de témoignages, mémoires, récits, procès-verbaux de réunions du Parti bolchevique, télégrammes officiels, décisions du gouvernement soviétique, articles de personnages de tout bord, écrits de

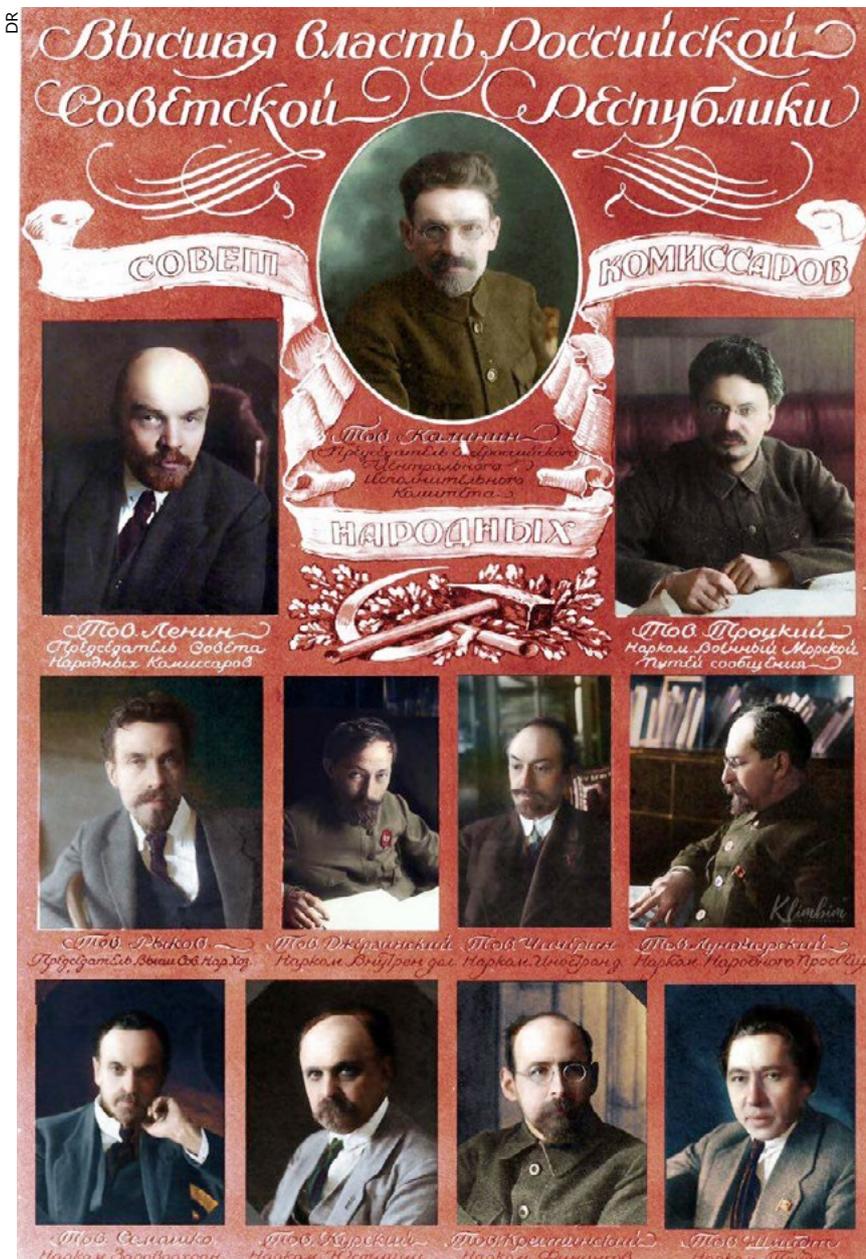
Staline contredisant, le lendemain, ce qu'il avait prétendu la veille... Cette documentation, Trotsky l'a mise en perspective dans son contexte social, politique et culturel pour en faire une immense fresque qui fait revivre l'histoire de la Russie et du monde, durant la première moitié du 20^e siècle, donnant ainsi à voir le cadre dans lequel s'est formée la personnalité de celui qui de «révolutionnaire de province [allait devenir] le dictateur du plus vaste pays de la planète» (Trotsky).

Il présentait une personnalité assez terne, dont amis comme ennemis et observateurs neutres s'accordaient à dire qu'elle était marquée par le courage physique plus que par le courage politique; par la ténacité, le sens de l'organisation en petit comité et l'habitude de donner des ordres, mais également par le désintérêt pour les idées et généralisations historiques; par l'absence de talent oratoire, de capacité à enthousiasmer des travailleurs en lutte; par sa défiance instinctive envers les masses en lutte comme par sa méfiance à l'égard de tout mouvement ou personne que Staline ne parvenait pas à contrôler; et aussi par la rancœur à l'encontre de tous ceux, camarades d'étude, puis de parti, etc., dont Staline constatait la supériorité en quelque domaine; son goût pour l'intrigue, la manipulation des autres...

En soi, ces traits de caractère n'ont rien de bien exceptionnel. Mais dans le cas de Staline, certains d'entre eux allaient trouver à s'exprimer de façon monstrueuse à la faveur de circonstances historiques très particulières: celles du reflux mondial de la vague révolutionnaire des années 1920, avec sa concrétisation en URSS que fut la captation du pouvoir par une couche parasitaire qui proliférait, celle des membres de l'appareil étatique.

Ces bureaucrates profitèrent de ce que la classe ouvrière, épuisée, décimée et démoralisée, n'exerçait plus son pouvoir. Et ils se retrouvèrent pleinement dans le personnage qu'était devenu Staline: le maître de l'appareil du parti, donc des nominations, des promotions, des mises à l'écart, celui qui pouvait évincer les révolutionnaires restés fidèles à l'idéal d'Octobre et assurer aux bureaucrates la possibilité de jouir tranquillement de leurs privilèges.

C'est parce que Staline n'avait guère de talent politique, du



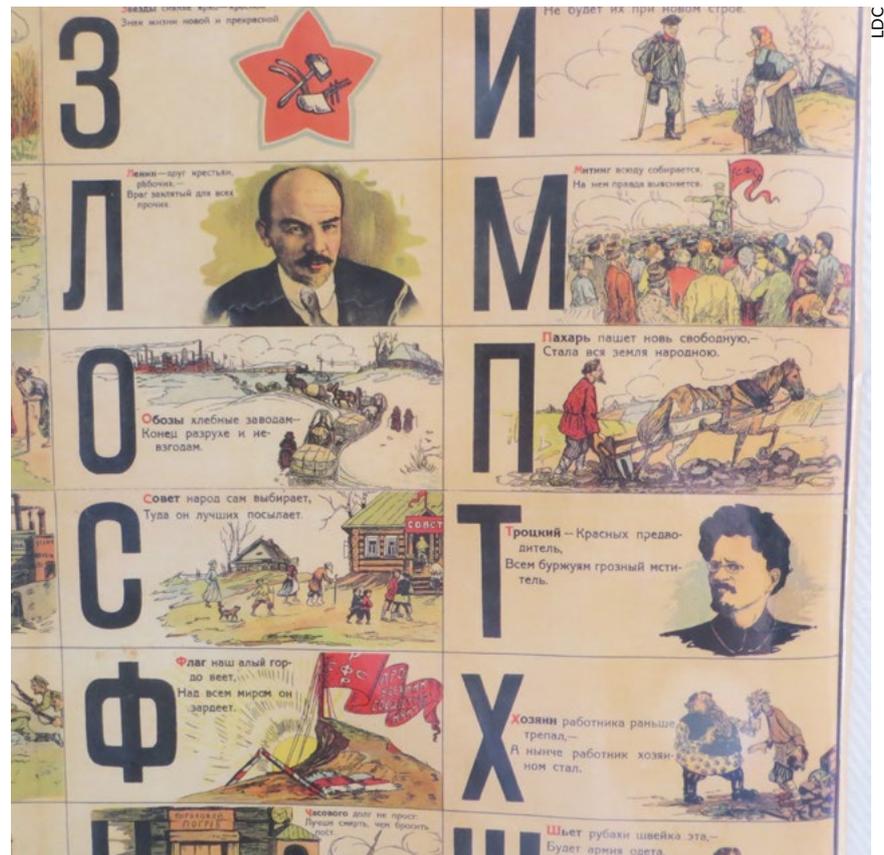
Affiche de 1919: «Les plus hauts dirigeants de la République russe des soviets» – avec au centre le «chef de l'État» Kalinine entouré de Lénine et Trotsky, et en-dessous huit autres membres du Conseil des commissaires du peuple; Staline n'y figure pas.

moins rien de comparable à celui de centaines d'autres dirigeants bolcheviques, mais certaines capacités de gestionnaire que Lénine avait fini, en 1922, par lui confier, outre ses responsabilités au gouvernement et au Bureau politique, le poste technique de secrétaire général du parti. En une période où, avec la NEP, une multitude de forces sociales et politiques contradictoires s'exerçaient sur le parti dirigeant, cela semblait garantir que Staline en maintiendrait l'unité.

Or, c'est l'inverse qui se produisit. Il ne fallut que quelques mois à Lénine pour découvrir avec horreur l'usage que Staline faisait du « *pouvoir immense* [qu'il avait concentré] *entre ses mains* ». Staline agissait en chef d'orchestre de la bureaucratisation, et lui et ses alliés se comportaient en « *argousins grand-russiens* », qui piétinaient les droits des peuples soviétiques. Lénine recommanda alors, dans ce que l'on nomme son testament, de remplacer le « brutal » Staline au secrétariat général du parti par un militant « *plus patient, plus loyal, plus poli, plus attentionné avec les camarades, moins capricieux* ».

Lénine, qui mourut peu après, ne put mener à terme son combat contre Staline, qui personnifiait au sommet le cancer bureaucratique et qui tenait déjà si bien l'appareil qu'il put faire interdire de publier le *Testament de Lénine*.

À l'époque, Staline restait inconnu de la masse des communistes, à la différence de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine et d'une pléiade d'autres révolutionnaires éminents. Mais il n'avait eu de cesse depuis des années de rallier à lui les aigris, de les monter contre Lénine et Trotsky, de s'assurer leur soutien par différents moyens allant des postes et avantages qu'il pouvait attribuer, au chantage, par exemple sur la veuve de Lénine,



«L'abécédaire des soviets» 1921 – Lénine illustre la lettre russe correspondant au L, Trotsky le T. Pour le C (le S en russe) personne n'avait pensé à mettre Staline, alors quasi inconnu.

Kroupskaïa, qui sympathisait avec l'Opposition de gauche, car il avait constitué des dossiers sur une multitude de militants et dirigeants.

À l'époque de la maladie puis de la mort de Lénine, tous ces bureaucrates, qui se cherchaient un représentant au sommet de l'État, surent très vite se reconnaître en Staline, l'homme des bureaux qui tenait l'appareil et les leviers du pouvoir. Ce n'est pas Staline qui s'est imposé aux bureaucrates, même si, une fois qu'ils l'eurent aidé à établir une dictature de fer, nombre d'entre eux en feront aussi les frais, c'est la bureaucratie qui l'a choisi. C'est elle qui l'a soutenu contre les partisans de Lénine et de Trotsky regroupés dans l'Opposition de gauche, parce qu'elle sentait que son dédain pour la révolution mondiale et son étroitesse nationale d'esprit, ainsi que son manque de confiance viscérale dans les capacités de la classe ouvrière à

changer le monde, en faisaient l'instrument de cette caste qui avait usurpé le pouvoir des travailleurs. Ainsi, fin 1924, quand Staline imposa la théorie, aberrante pour tout marxiste, du socialisme dans un seul pays. Cela marquait son opposition à Trotsky, que tout le monde identifiait à la théorie de la révolution permanente élaborée par Marx. Mais en même temps, des millions de bureaucrates arrivistes comprenaient ce « socialisme dans un seul pays » comme la promesse qu'avec Staline le pouvoir leur assurerait de jouir en paix de ce qu'ils extorquaient aux ouvriers et aux paysans en URSS.

Au travers du prisme de ce que fut la vie de Staline, de l'enfance à l'âge adulte, Trotsky décrit aussi ce que furent toute la vie organisationnelle, la diversité et la richesse humaine et politique du parti de Lénine, avec ses faiblesses, les défauts et les qualités des uns et des autres,

LDC



Imprimerie clandestine bolchevique à Perm (Oural) datant de 1905 : elle fut découverte durant la première révolution russe.

mais par-dessus tout la solidarité de cette collectivité que soudait la conscience d'œuvrer à une tâche historique : construire un parti révolutionnaire qui saurait renverser le système capitaliste et ainsi ouvrir de nouvelles perspectives à l'humanité. Tout cela, cet ouvrage le restitue, le rend présent comme peu d'autres ont jamais su le faire.

Trotsky, qui s'engagea consciemment dans cette voie dès l'adolescence, resta fidèle à son choix toute sa vie et sa-

vait, il l'écrit en passant, que Staline allait y mettre violemment fin. Mais tant qu'il vivait, alors que Lénine avait disparu et que Staline avait exterminé ses camarades, Trotsky restait le seul qui avait l'expérience militante, l'envergure de vue d'un dirigeant révolutionnaire, la compétence politique et la profonde compréhension historique requises pour transmettre un tel capital dont les jeunes générations puissent se saisir.

14 janvier 2023

Quelques remarques sur cette édition

Tout en reconnaissant les mérites du travail accompli par tous ceux qui ont rendu possible cette réédition, trois remarques :

- Elle use systématiquement de la transcription académique du russe pour presque tous les noms de personnes et de lieux. Si cet usage est la norme dans le milieu universitaire, il n'aide pas un public plus large à reconnaître, par exemple, Boukharine sous la graphie *Buharin*.
- Cet ouvrage n'a pas été traduit directement du russe, mais d'une édition anglaise du *Staline* tirée du russe. Cette traduction en deux temps explique que certains glissements de sens apparaissent si l'on compare le texte actuel à celui que l'ancien secrétaire de Trotsky, Jean van Heijenoort, avait directement traduit du russe en français.
- Un plus : le choix fait par l'éditeur d'adjoindre au texte des notes qui apportent des éclaircissements ou renvoient aux écrits de Trotsky sur le sujet.



Ouvriers du groupe bolchevique de l'usine d'armement géante Motovolikha à Perm, vers 1905.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte Ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

**Fête de Lutte ouvrière 2023,
à Presles dans le Val-d'Oise:
Samedi 27, dimanche 28
et lundi 29 mai
(week-end de la Pentecôte)**

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences :

**L'Ukraine, terrain d'affrontement
entre l'impérialisme et la Russie**
(n° 169, 19 novembre 2022)

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes
dominantes, que les travailleurs devront renverser**
(n° 167, 31 mai 2021)

**150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris
de 1871**
(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines
(n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Georg Scheuer

Seuls les fous n'ont pas peur

*Scènes de la guerre
de trente ans (1915-1945)*

Collection Témoignages

Prix: 15€



Barabara Kingsolver

*Sur les piquets de grève
Les femmes dans la grande
grève des mines d'Arizona
en 1983*

Collection Témoignages

Prix: 19€

Désiré Nogrette

*Vivre heureux en
luttant*

Prix: 13,50 €



Roland Szpirko

Passage de témoin

Prix: 17,50 €



Paul Palacio
*Souvenirs d'un militant
révolutionnaire
à Renault-Billancourt*

Prix: 9 €

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



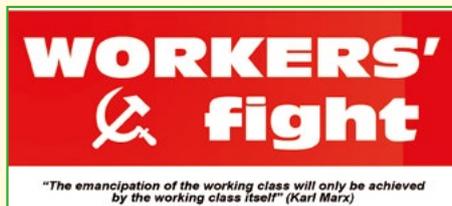
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>